

PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

COMPTE RENDU INTÉGRAL

INTEGRAAL VERSLAG

SÉANCE PLÉNIÈRE DU SAMEDI 24 OCTOBRE 2020

(Séance du matin)

PLENAIRE VERGADERING VAN ZATERDAG 24 OKTOBER 2020

(Ochtendvergadering)

COMPTE RENDU PROVISOIRE

Non encore approuvé par les orateurs.
Ne pas citer sans mentionner la source.

VOORLOPIG VERSLAG

Nog niet goedgekeurd door de sprekers.
Niet citeren zonder de bron te vermelden.

PRÉSIDENCE : M. RACHID MADRANE, PRÉSIDENT.

- *La séance est ouverte à 9h37.*

M. le président.- Je déclare ouverte la séance plénière du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du samedi 24 octobre 2020.

[107]

EXCUSÉS

M. le président.- Ont prié d'excuser leur absence :

- M. Hicham Talhi ;
- Mme Bianca Debaets ;
- M. Pierre-Yves Lux ;
- Mme Els Rochette ;
- M. John Pitseys.

[109]

DISCUSSION DE LA DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE

M. le président.- L'ordre du jour appelle la discussion de la déclaration de politique générale du gouvernement et du Collège réuni.

Je vous rappelle que, conformément à la décision du Bureau élargi du 19 octobre 2020, le temps de parole global est de vingt minutes par groupe politique reconnu et de dix minutes pour les membres n'appartenant pas à un groupe politique reconnu. Il peut être réparti entre plusieurs orateurs. À l'issue de la réponse du gouvernement et du Collège réuni, chaque groupe politique aura droit à un temps de réplique de cinq minutes.

[121]

Mme Alexia Bertrand (MR).- Une Grand-Place vide, des bars et des restaurateurs fermés, des activités sportives sans public, un Manneken Pis sans touristes... Pour emprunter quelques mots à Magritte : ceci n'est pas Bruxelles.

La crise sanitaire que nous traversons est inédite. Elle bouleverse nos vies. Le virus nous plonge dans une nouvelle réalité plus dure, tantôt inconnue, tantôt surréaliste. Nos pensées vont évidemment à tous les Bruxellois qui souffrent de cette crise, que ce soit sur le plan sanitaire, psychologique ou économique.

Les conséquences sanitaires et socio-économiques ont redessiné le rôle de la puissance publique. Plus que jamais, il est primordial que chaque niveau de pouvoir assume ses responsabilités, coopère et, surtout, endosse son rôle d'initiative. Chacun a, dans ses compétences, le pouvoir d'agir. Face au Covid-19, il s'agit d'évoluer, de s'adapter, de prendre de l'avance sur le virus pour le vaincre. Dans cette course effrénée aux solutions, chaque action est décisive.

La Région bruxelloise est sans équivoque la Région la plus touchée du pays avec un taux de surmortalité deux fois plus élevé que la moyenne belge. Début octobre, quatre communes regroupaient à elles seules 10 % des cas positifs belges. Sur le plan économique, les secteurs du tourisme, de la culture et de l'événementiel - le cœur battant de Bruxelles - sont à l'arrêt.

Notre plus grande force, le rôle international de Bruxelles qui représente 20 % de son économie et 23 % de son emploi, est à l'arrêt et est devenue, avec le Covid-19, notre talon d'Achille. Avec près de 40 % de faillites annoncées dans le secteur de l'horeca, Bruxelles risque l'embolie.

Face à cela, M. le ministre-président, votre réponse paraît aussi surréaliste que la crise elle-même.

[123]

Que proposez-vous ? Un plan de relance qui n'en est pas un. Non, ceci n'est pas un plan de relance ni une stratégie d'investissement, mais un catalogue fourre-tout des mesures de votre accord de majorité, voire une reprise des mesures promises depuis plus de quinze ans déjà.

Vous commencez par le volet social-santé et vous avez raison d'évoquer les problèmes de logement, de pauvreté, de sans-abrisme, de santé mentale et d'alimentation. Comme si le Covid-19 mettait à nu une réalité qui sévit depuis bien trop longtemps.

Vous nous présentez huit mesures de relance en la matière. Mais les mots ont un sens. Ce n'est pas de la relance que de maintenir les activités essentielles et habituelles des hôpitaux tout en gardant une capacité de réponse au Covid-19. Ce n'est pas de la relance que d'identifier des solutions pour les personnes et les familles sans abri, de prévoir des prises en charge à domicile et encore moins de distribuer de l'aide alimentaire. Non, c'est l'essence même du contrat social.

Ce sont les missions de base de votre gouvernement, celles-là même qui ne sont pas remplies depuis quinze ans. Il est fondamental d'y remédier, mais, de grâce, ne parlez pas de relance ! Vous donneriez raison à Jean Jaurès, qui disait "Quand les hommes ne peuvent changer les choses, ils changent les mots".

Difficile de parler budget sans budget, mais vous nous annoncez une dette d'1,5 milliard d'euros en vous contorsionnant. Je cite : "L'année 2020 se clôturera par un déficit supplémentaire d'un milliard d'euros. C'est bien sûr énorme, nous l'assumons. Mais, bien entendu, nous devons être responsables, nous ne sommes pas inconscients. Il ne faut pas dépasser des seuils qui fragiliseraient l'institution bruxelloise sur le marché international."

Ce qui est inconscient dans l'état de la crise, ce n'est pas de créer de la dette, mais de le faire sans relance. Ce qui est inconscient, c'est de créer plus de dette sans mettre en place simultanément des politiques qui

généraliseront de nouvelles recettes pour permettre, d'une part, de rembourser cette dette et, d'autre part, de financer les besoins sociaux et de santé croissants.

[125]

Aujourd'hui, votre dette permet surtout de financer les mêmes politiques sociales sans qu'elles soient soutenues par une nouvelle impulsion économique. L'impulsion qui crée de l'emploi, crée du pouvoir d'achat et fait émerger une classe moyenne, menacée de disparaître. Vous me direz que votre dette finance des investissements. Encore une fois, les mots ont un sens. Ce qui relance une économie, ce sont des investissements productifs.

Or, dans la liste des investissements et projets, on trouve l'entretien des tunnels (on confond entretien et investissement), la réforme de Bruxelles Propreté (on confond dépenses nécessaires et investissement), la stratégie Go4Brussels (que vous définissez vous-mêmes comme outil de pilotage, de suivi et de concertation) ou encore la stratégie de marketing urbain promise depuis si longtemps.

Alors cette relance ? Naturellement, un soutien existe et heureusement, même s'il est insuffisant et pas toujours bien calibré, mais, pour la relance sensu stricto, les Bruxellois devront attendre. Et pendant ce temps, les autres Régions avancent.

Nous avons quand même entendu quelques bribes de relance, comme le plan d'innovation et la stratégie de transition économique, ou encore des mesures pour créer un environnement favorable aux entrepreneurs, mais rien de tout cela avant 2021. De la dette, mais sans relance, soit le pire des deux mondes.

Deux touches d'espoir, tout de même, soyons de bon compte :

- c'est la première fois que je vous entends reconnaître que Bruxelles est sale. Nous sommes heureux que vous soyez enfin disposé à y remédier ;

- enfin, notre demande répétée d'un plan majeur d'isolation du bâti semble désormais entendue. Nous l'attendons.

Chers collègues, vous me l'accorderez, les temps sont surréalistes, mais la réponse du gouvernement l'est tout autant. Le plan de relance n'en est pas un. Encore une fois, Bruxelles attend.

(Applaudissements sur les bancs du MR)

[129]

Mme Viviane Teitelbaum (MR). - Cela fait des années que la crise sociale et la pauvreté s'aggravent à Bruxelles. Tous les rapports l'attestent. Aujourd'hui, vous nous dites : "Le rapport de diagnostic établi par perspective.brussels comme base du plan de relance et de redéploiement l'a démontré : les défis de la crise croisent les enjeux de la déclaration de politique régionale (DPR)".

Après tout ce temps, vous vous félicitez d'être arrivé au même constat. En revanche, il est interpellant - voire surréaliste - de constater que les mesures nécessaires pour modifier ce paradigme n'aient pas été prises, ne serait-ce que partiellement. Elles auraient pourtant eu une incidence significative sur Bruxelles quant à la gestion de la crise.

Cette crise sanitaire a fait exploser la bombe à retardement sur laquelle est assise notre Région depuis de trop nombreuses années en matière d'urgence sociale et de précarité. Rappelons qu'en Région bruxelloise, le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale oscille entre 35 et 42 % ; un cinquième des Bruxellois en âge actif vit avec un revenu de remplacement ou une aide sociale ; près de 50.000 personnes sont sur une liste d'attente pour un logement social ; le pourcentage des revenus provenant d'allocations de chômage est deux fois plus élevé à Bruxelles qu'à l'échelle de la Belgique ; enfin, quatre enfants sur dix vivent sous le seuil de la pauvreté.

La pandémie aggrave les choses, mais n'excuse pas le passé, bien au contraire. La faim et la file pour les services d'aide sont désormais le quotidien d'un nombre de citoyens sans cesse croissant. Rien qu'à Bruxelles, les demandes sont multipliées par cinq. Si nous continuons dans cette voie avec la deuxième vague, les associations craignent de ne plus pouvoir aider ceux qui font appel à elles.

Certes, le 28 avril, vous annonciez 480.000 euros destinés à soutenir le secteur de l'aide alimentaire, ainsi que le soutien de certains projets. C'est évidemment très bien. Mais depuis lors, qu'avez-vous fait concrètement ? À côté de cela, par rapport à l'an dernier, 1.000 places supplémentaires ont été créées dans des centres d'hébergement d'urgence. Si des réponses immédiates étaient et restent nécessaires en temps de crise pour protéger les publics fragilisés, que se passera-t-il pour ces personnes à moyen et long termes ?

M. le ministre-président, vous nous assurez que vous prendrez des mesures à l'issue de concertations. L'aide structurelle au logement doit être une priorité, comme vous le répétez d'année en année. Et pendant ce temps, Bruxelles attend.

[131]

Nous verrons lors de l'analyse budgétaire le montant qui aura réellement été consacré aux solutions d'hébergement structurel.

Des alternatives existent pour augmenter le parc de logements disponibles. Nous pensons au rôle essentiel des agences immobilières sociales (AIS), à l'activation de l'allocation-loyer qui, à l'initiative de notre groupe, a été votée à l'unanimité par notre assemblée sous la précédente législature et déposée à nouveau pour les arrêtés d'exécution, mais qui reste depuis plus d'un an dans les tiroirs.

Tous les acteurs et actrices travaillant dans le secteur de la lutte contre la précarité s'accordent sur les nécessités essentielles : la prévention et le logement.

Rien ne nous a été présenté pour améliorer la prévention. Certes, cela passe aussi par la lutte contre le non-recours aux droits, et vous nous avez parlé des contrats avec les CPAS. Mais à part cela et la mise en place d'une ligne téléphonique, qu'a-t-il été fait pour aider les personnes qui sont sur le fil pour empêcher qu'elles ne basculent ? On peut penser à la précarité énergétique et hydrique, et à bien d'autres exemples encore. C'était déjà une priorité du plan d'action bruxellois de lutte contre la pauvreté du gouvernement précédent, et Bruxelles attend toujours.

M. le ministre-président, permettez-moi de partager le désarroi de mon groupe et sans nul doute des Bruxellois en la matière : 36 pages d'une déclaration importante et seulement une référence explicite aux personnes âgées alors que 64 % des décès liés au Covid-19 en Belgique ont eu lieu dans les maisons de repos et de soins (MRS). Vous avez cité Sartre, je le citerai également : "Chaque parole a une conséquence. Chaque silence aussi."

Nous sommes d'autant plus sidérés de voir que parmi vos priorités régionales vous citez, le logement, le climat, l'environnement et la mobilité. En sept mois, n'avez-vous pas compris que la santé est la première des libertés ? Sur ce volet, seuls deux chantiers ont abouti cette année, et encore pas complètement. Sans doute faudra-t-il vous rappeler la nécessité de renforcer les normes d'agrément et d'encadrement. Vous en parlez depuis si longtemps. Je vous appelle maintenant à agir !

Les déclarations ne restent que des mots vains si elles ne sont pas suivies d'action. J'en veux pour preuve l'élaboration d'une gestion de crise sanitaire, déjà identifiée dans le plan de santé bruxellois (PSB) présenté à la fin de la législature précédente.

Nous espérons dès lors que cette crise permettra au Collège réuni d'orienter plus efficacement ses ressources humaines et son budget en fonction des réelles priorités que sont :

- les publics fragilisés (croissant pauvre et personnes âgées) ;
- la problématique du report des soins, encore aggravée à la suite de la crise du Covid-19 ;
- les efforts dans les politiques de prévention, vaccination, promotion de la santé ;
- un suivi des besoins réels du terrain, dont la première ligne qui a trop largement été oubliée pendant cette crise.

[133]

J'aimerais conclure en saluant le travail réalisé par la secrétaire d'État à l'égalité des chances, notamment en matière de lutte contre les violences faites aux femmes. Enfin, celles-ci ont droit de cité dans une déclaration de politique générale et sont un sujet de préoccupation pour le gouvernement. C'est bien la première fois, en tout cas depuis ces trois dernières législatures. L'opposition peut aussi être constructive et, en la matière, nous le sommes.

(Applaudissements sur les bancs du MR)

[135]

Mme Clémentine Barzin (MR).- J'aimerais attirer l'attention sur l'emploi. Cette ressource à laquelle nous aspirons tous est essentielle pour l'autonomie des citoyens bruxellois. Si je soutiens sincèrement les efforts fournis durant cette crise sanitaire, je ne peux cependant faire fi de certaines exigences.

Tout d'abord, le groupe MR exige une stratégie qui aide davantage les secteurs de l'économie les plus touchés par la crise, à savoir l'horeca, l'événementiel et les agences de voyage. La première priorité est de consolider l'emploi existant afin d'éviter le chômage autant que possible. Le chômage a recommencé à augmenter en Région bruxelloise. Selon view.brussels, au mois de septembre, on comptait 2579 demandeurs d'emploi supplémentaires par rapport à l'année dernière.

Où est l'analyse de l'impact de la crise sanitaire sur l'emploi, secteur par secteur ? Et plus particulièrement des types de compétences réintroduites sur le marché de l'emploi, d'une part, et des fonctions représentant des offres, d'autre part ? Cette analyse serait utile pour renforcer, développer ou faciliter l'accès aux formations les plus porteuses. Un plan d'action serait en cours d'élaboration pour le secteur horeca. Nous sommes presque au mois de novembre, ce plan est urgent !

Par ailleurs, view.brussels montre que les jeunes sont les premiers à faire les frais de la crise. Deux tiers d'entre eux bénéficient d'un niveau élevé de qualification et un tiers, d'un niveau de qualification moyen. Or la prime phoenix.brussels est de 500 euros, et non 800 euros, pour un employeur engageant un jeune ayant au minimum un diplôme de l'enseignement secondaire. Comment justifiez-vous cette distinction ?

Ensuite, nous exigeons des moyens. Comme l'a souligné mon groupe, seuls 3,6 millions d'euros sont consacrés aux formations proprement dites. Je ne citerai que deux exemples. Alors que le gouvernement fait de la transition économique une priorité, il n'existe, à ce jour, qu'une seule formation en économie circulaire au Centre de référence professionnelle de la construction (CDR construction). La dernière a rassemblé six personnes eu égard aux mesures sanitaires ; la prochaine est prévue en 2021. Alors que vous mettez en avant le métier en pénurie de conducteur de poids lourds, le Centre de référence professionnelle du secteur du transport et de la logistique ne peut accueillir que quinze personnes par formation, à raison de quatre par an. La demande est pourtant bien plus importante. Comment comptez-vous intensifier ces formations et avec quels moyens ?

Il demeure des métiers en pénurie à Bruxelles, notamment dans le secteur de la construction. Pourquoi ne pas cibler les formations en lien avec ces métiers pour le revenu de formation ? Nous aurions également voulu que vous augmentiez la prime "tuteur" pour les formations en alternance en entreprise menant aux métiers en tension.

Enfin, nous exigeons des délais. La déclaration de politique régionale (DPR) insiste sur la mise à profit du temps de latence pour renforcer les compétences, notamment linguistiques et numériques. Or l'accès renforcé à ces deux compétences fondamentales aurait dû être mis en place bien avant que nombre de Bruxellois se retrouvent au chômage, notamment pendant la période de chômage temporaire.

[137]

Les formations à distance, accessibles à tous et pas uniquement aux chercheurs d'emploi, doivent être renforcées ! N'aurait-il pas fallu accélérer la mise en place de digitalcity.brussels, qui a redirigé vers Dorifor pendant toute la crise ? Il en va de même pour la Cité des langues : va-t-elle véritablement ouvrir en 2021 ? Quel budget lui est-il consacré aujourd'hui ?

Globalement, la majorité des dispositifs, dont la mesure majeure phoenix.brussels, sont prévus pour 2021 alors que l'urgence est là. Nous sommes à la veille d'un changement d'heure, nous espérons qu'il s'agira aussi d'un changement de rythme.

(Applaudissements sur les bancs du MR)

[141]

M. David Weytsman (MR).- En vous écoutant hier évoquer la mobilité, j'ai entendu des phrases qui auraient pu sortir tout droit du plan de mobilité Iris 1, mais peu de solutions aux urgences d'aujourd'hui. Pourtant, la mobilité n'est pas une politique secondaire qui s'adapte à la ville, elle façonne la ville. La mobilité n'est pas un problème à gérer, elle constitue une solution, y compris en ce qui concerne les gestes barrières, la relance économique, le soutien au travail et les injustices sociales.

Au niveau sanitaire, les coronapistes, temporaires selon vous, ne peuvent être les seules solutions pour aider les Bruxellois à se déplacer pendant cette crise. Quand pourrons-nous prendre connaissance de votre stratégie piétons ? Augmenterez-vous les budgets de rénovation des trottoirs ? Exigerez-vous que les retards soient résorbés ? C'est une priorité pour les 35 % de Bruxellois à mobilité réduite.

Quand augmenterez-vous l'offre de transports publics en heure de pointe ? Hier, les gouvernements flamand et wallon annonçaient mobiliser les entreprises privées. Que faites-vous à Bruxelles ?

Quelle place pour les deux-roues motorisés, constituant pourtant de véritables solutions pendant cette crise ?

Quant aux taxis, ils ont pour le groupe MR un rôle principal, fondamental, qui mérite plus que quelques primes.

La crise économique est catastrophique. Comme le chef de groupe PS, j'en arrive malheureusement à la conclusion que la politique de mobilité régionale est contre-productive. Je suis perplexe quant à la pertinence de plusieurs décisions qui, par manque de méthode ou de communication, plongent la ville tantôt dans le chaos, tantôt dans la torpeur, en l'éloignant toujours un peu plus de nombreux habitants, travailleurs, clients, commerçants ou investisseurs.

Les exemples sont malheureusement légion : des tunnels fermés quand les commerces peuvent enfin rouvrir ; la plus grande zone 20 km/h du monde et ses panneaux aussi vite montés et photographiés que retirés, l'évaluation montrant le danger au détriment des modes actifs ; l'entêtement d'une zone 30 généralisée, sans avoir pu prendre le temps de la concertation et des aménagements nécessaires à son effectivité ; la fermeture de l'entrée sud de Bruxelles au détriment de centaines de milliers d'habitants, commerçants et travailleurs, sans planification ni accompagnement, une erreur qui précipite l'appauvrissement de notre Région et accélère le développement immobilier et commercial du Brabant wallon ; les incertitudes sur le financement et le calendrier du métro, un investissement pourtant durable et utile, entre autres pour corriger les disparités entre les Bruxellois, dont près de 30 % n'ont pas accès à pied à une station de métro.

[143]

Enfin, comme si les efforts des Bruxellois pour s'adapter aux exigences de la zone de basse émission (LEZ) ne suffisaient pas, votre gouvernement annonce une nouvelle taxe : la taxe au kilomètre. Une taxe pouvant atteindre plusieurs milliers d'euros et qui risque de peser sur les travailleurs et les entreprises. Autant de mesures qui rendent la ville moins accessible et qui hypothèquent la relance économique.

Mme la ministre, toute crise peut effectivement se révéler un accélérateur du changement. Celle que nous vivons est un moment important pour interroger notre rapport à la mobilité et repenser nos déplacements. Le groupe MR, ma génération de libéraux, plaide en faveur de ces changements, comme l'attestent les nombreuses propositions déposées dans cet hémicycle.

Toutefois, en tant que libéraux, nous sommes également convaincus que ces changements de comportement et de mentalité nécessitent un leadership bienveillant, des mesures inspirantes et non culpabilisantes, voire punitives, une véritable culture de l'évaluation et non un simulacre d'analyse que vous nous proposez en pleine crise de l'offre et de la demande de transport.

Ces changements requièrent de nouvelles méthodes de concertation à élaborer ensemble et dans le cadre desquelles nous prenons le temps d'écouter, de coconstruire, d'informer, d'expliquer et, parfois, d'offrir un accompagnement vers des itinéraires alternatifs.

(Applaudissements sur les bancs du MR et de la N-VA)

[147]

Mevrouw Cieltje Van Achter (N-VA).- Eerst en vooral wil ik u feliciteren omdat u vijftien maanden na het aantreden van uw regering een meerjarenbegroting hebt kunnen afronden.

U zegt zelf in de beleidsverklaring dat die begroting gebaseerd is op een kader, maar helaas hebben we geen zicht gekregen op wat dat kader inhoudt. U goochelde met ettelijke miljoenen, maar dat zegt natuurlijk niets als we geen overzicht krijgen. Miljoenen aan uitgaven, maar geen woord over besparingen. U beperkte zich tot de verklaring dat u die niet mogelijk acht. De minister van Begroting zegt nochtans dat er wel wordt bespaard.

Zonder budgettaire duidelijkheid heeft uw verklaring niet veel om het lijf en kan het debat van vandaag niet anders dan oppervlakkig blijven. Daarom was ik gisteren in dubio: wat staat me nu te doen? Moet ik hier zoals gewoonlijk mijn punt komen maken in de hoop dat we nog enigszins naar elkaar luisteren voordat we naar huis gaan, of zou ik het voor een keer over een andere boeg gooien?

Uw verklaring is te vaag, mijnheer de minister-president. Daarom zal ik u een heleboel concrete vragen stellen. Ik ga ervan uit dat u aandachtig luistert en mij antwoorden geeft. Dat is immers de essentie van een debat.

[149]

Kunt u ons het budgettaire kader, waarover er een akkoord is en waar uw verklaring op steunt, schetsen? Ik heb het niet over de details, die krijgen we later wel, maar ik zou graag uw meerjarentabel met de grote lijnen van de inkomsten en de uitgaven ontvangen.

U rekent op een deel van de 5,15 miljard die Europa voor België uittrekt. Nam u dat Europese geld als inkomsten in uw begroting op? Zo ja, voor hoeveel?

Bent u van plan om bij Europa te lenen? U verwees daarnaar in uw verklaring. Zo ja, dan hoeft u er niet aan te herinneren dat daar dankzij onder andere Nederland een hervormingsagenda aan verbonden is. Zult u die hervorming in dat geval ook doorvoeren?

De Europese Raad en de Europese Commissie willen dat de lidstaten 5G invoeren. Daarover hebt u niets gezegd. Zult u 5G invoeren in Brussel?

Voorts zegt u dat u de permanente vertegenwoordiging bij Europa vanuit Brussel zult versterken. Dat is een goede zaak, want die dienst is momenteel sterk onderbemand, waardoor hij de Brusselse dossiers niet afdoend kan verdedigen. Hoe wilt u de werking van de dienst verbeteren?

Minister Gatz kondigt aan dat de regering zal besparen. Waar zitten de belangrijkste besparingen?

Daarnaast zegt u jaarlijks 750 miljoen euro te willen investeren in mobiliteit, huisvesting en duurzame renovatie. Tegelijkertijd hebt u het over 600 miljoen per jaar aan investeringen in mobiliteit. Klopt het dat u voor huisvesting en renovatie dan 150 miljoen per jaar uittrekt? Anderzijds zegt u ook dat u 425 miljoen euro aan huisvesting wilt besteden. Als u ons een overzicht bezorgt, wordt dat wellicht allemaal duidelijk.

[151]

U zegt jaarlijks 500 miljoen euro aan investeringen buiten de begroting te houden. Zult u dus jaarlijks uitzonderlijke investeringen doen steeds ten belope van 500 miljoen euro? Hoe moeten we dat zien? Ofwel

gaat het om uitzonderlijke investeringen buiten de begroting, zoals Vlaanderen met zijn eenmalige investeringen, ofwel gaat het om recurrente uitgaven, die jaarlijks terugkomen. Welke investeringen zijn het? Wat zijn desgevallend de recurrente uitgaven?

Laten we even inzoomen op het Gewestelijk Lucht-Klimaat-Energieplan (GLKE). Dat is een ambitieus plan met grote doelstellingen, maar met grote onzekerheden over de manier waarop die behaald en gefinancierd zullen worden. Ik houd mijn hart vast dat u de doelstelling in een ordonnantie wil betonen, terwijl er vandaag geen berekend plan is waaruit blijkt dat met de voorgestelde maatregelen de doelstelling om tegen 2030 de CO₂-uitstoot met 40% te verminderen, wordt gerealiseerd.

Europa heeft de Brusselse langetermijnrenovatiestrategie al een grote onvoldoende gegeven. Vlaanderen was geslaagd. De belangrijkste kritiek van Europa is dat Brussel wel ambitieus is, maar totaal geen duidelijke roadmap heeft met mijlpalen en vooruitgangsindicatoren. Ambitie is goed, maar realisme en concrete plannen zijn nog beter. Welke middelen trekt de regering uit in het kader van het GLKE, hoeveel op het vlak van mobiliteit en hoeveel op het vlak van renovatie? Kunt u garanderen dat de doelstellingen met de huidige plannen zullen worden behaald?

[153]

Het is een goede zaak dat u aandacht hebt voor de netheid van de stad, maar ik ben wel verrast dat u anno 2020 nog steeds een overzicht moet maken van de remmen en obstakels die een propere stad in de weg staan. Ik dacht dat we dat ondertussen toch al zouden weten. U hebt niets gezegd over de containerparken. Hebt u nog steeds de ambitie om daar werk van te maken of zal er in 2021 geen vooruitgang op dat vlak worden geboekt?

Met betrekking tot de leegstaande en ongezonde woningen bent u van plan om de samenwerking met de gemeenten te versterken. Dat is allemaal goed en wel, maar wij weten uit de commissie voor de Huisvesting dat die samenwerking vandaag onbestaande is en dat de gemeenten hun inventaris van leegstaande woningen niet aan het gewest doorgeven. Hoe zult u de gemeenten zo ver krijgen om de onbestaande samenwerking te versterken?

U wilt de site van de slachthuizen kopen. Waarom? Is daar geld voor? De site is in erfpacht gegeven. Wat wil het gewest daar precies doen?

Hoeveel middelen trekt u uit voor het gratis openbaar vervoer? Voor welke groepen zal het openbaar vervoer gratis worden?

U wilt een slimme kilometerheffing invoeren in Brussel. Die zal betaald worden door de pendelaars. Volgens De Tijd zou die heffing 500 miljoen euro opbrengen in 2022. Klopt dat? Wanneer zult u die kilometerheffing of stadstol beginnen te heffen?

U zegt in de beleidsverklaring dat tijdens de coronacrisis criminaliteit duidelijk verschoven is van de openbare naar de digitale ruimte, maar is dat wel zo? Er is nog altijd veel geweld in de openbare ruimte. Kurt Boudry, topman van de federale politie, zei eind juni in Het Laatste Nieuws dat er een nieuwe drugsoorlog aankomt. Ook uit andere politiebronnen hebben wij vernomen dat er heel wat drugsgeweld in de Brusselse straten is. U zegt daar evenwel niets over. Hebt u een plan klaar?

U bent van plan om een staten-generaal te organiseren, als de pandemie dat toelaat. Zijn daar wel middelen voor? Minister Clerfayt zei immers eerder dat hij daar geen middelen voor heeft.

[157]

Uit uw verklaring leid ik af dat de meertaligheid in Brussel voor u blijkbaar betekent dat iedereen Frans spreekt en daarnaast nog andere talen. Welke positie neemt het Nederlands in in uw visie?

Ik zie dat u de vragen niet noteert. Het zou heel straf zijn, als u dan toch op al mijn vragen kunt antwoorden. Daarom heb ik een kopie voor u gemaakt, zodat ik ook de antwoorden krijg die ik verwacht.

(Applaus bij N-VA en Vlaams Belang)

[161]

De heer Gilles Verstraeten (N-VA).- Ik kan me enkel aansluiten bij het betoog van mevrouw Van Achter, mijn fractieleider. Uw verklaring blijft vaag en is veelal een herhaling van wat eerder is gezegd. Zonder begrotingstabel is het bovendien moeilijk om een goede inschatting te maken.

Er worden een heleboel beloften gewoon herhaald. Ik verwijs onder andere naar het herstelplan, dat geen herstelplan is. Ik heb ook naar de rode draad in het sociale beleid moeten zoeken. De situatie in Brussel was al niet goed te noemen, maar door de coronacrisis is ze nog veel erger geworden.

Het viel me gisteren op dat u voedselhulp in uw verklaring een palliatieve maatregel noemde. Symptoombestrijding zou een betere omschrijving zijn, maar palliatief? Dat moet een vergissing zijn, maar het staat inderdaad zo op pagina 9 van uw tekst. Ik heb altijd aangeklaagd dat uw sociale beleid te vaak neerkomt op symptoombestrijding, dat u de ziekte niet aanpakt, maar palliatieve zorg geef je aan een patiënt die niet meer te redden valt, die de dood tegemoet gaat en van wie je het stervensproces zo zacht en zo pijnloos mogelijk laat verlopen. Dat kunt u niet bedoelen, dat moet een vergissing zijn. Maar misschien moet ik u veeleer bedanken voor uw eerlijkheid. Misschien is dit de rode draad in de verklaring: de regering heeft het opgegeven, denkt dat de patiënt niet meer te redden valt en wil gewoon het stervensproces zo zacht en pijnloos laten verlopen.

[163]

De ziekte bestrijden doet u niet meer, dat deed u in het verleden ook al niet. U hield zich alleen bezig met symptoombestrijding. Uitgaande van de idee dat er een sociale noodsituatie was, bestreed u de symptomen van de armoede met sociaal beleid, maar een ambitieus economisch beleid of werkgelegenheidsbeleid heb ik nog niet gezien.

Misschien heeft de coronacrisis in uw ogen nu de fatale genadeslag toegediend en meent u dat de patiënt niet meer te redden is en dat u enkel nog palliatieve zorg kunt toedienen.

Qua economisch beleid spreekt u vooral over de steunmaatregelen. Ook daar volgt u dus de logica van de noodsituatie, waarbij u wat geld rondstrooit, zij het minder dan de andere gewesten. Van een echt herstelplan, een ambitieus investeringsbeleid, is er echter geen sprake.

De Brusselaars aan het werk krijgen, daarmee zou u werkelijk de ziekte bestrijden. Het armoederisico in Brussel is enorm hoog, mevrouw Teitelbaum haalde al de statistieken aan, maar dat geldt vooral voor de Brusselaars die niet aan het werk zijn. De Brusselaars die wel werk hebben, hebben net een zeer laag armoederisico.

Ik zie echter niet hoe u dat probleem wilt verhelpen. Het fenomeen is bekend: er zijn genoeg jobs, maar ze gaan niet naar de Brusselaars, onder andere omdat ze onvoldoende hoog opgeleid zijn of omdat ze niet actief zijn op de arbeidsmarkt. Ik zie drie manieren om dat aan te pakken en de Brusselaars aan de slag te krijgen.

Je kunt ze om te beginnen aanmoedigen om zelf te ondernemen en dus zelf welvaart of jobs te creëren, maar daarover staat niets in uw beleidsverklaring. Ik zie geen duidelijke ambitie, geen duidelijk plan om het ondernemerschap in Brussel bij Brusselaars zelf te stimuleren.

[165]

Een ander denkspoor is om de Brusselaars op te leiden, zodat ze passen bij de jobs die in Brussel beschikbaar zijn, maar die nu naar de pendelaars gaan. Daar zie ik ook geen duidelijke strategie om Brusselaars echt op de leiden voor de jobs waar er een personeelstekort is. Welke wortel en welke stok zullen we daarvoor gebruiken?

Ik geef een voorbeeld van het gebrek aan ambitie op dat vlak. In Vlaanderen heeft minister Crevits positief gereageerd op de vraag van mijn fractie in maart om iets te doen met de tijdelijk werklozen. Ze heeft aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening (RVA), aan het federale niveau, een lijst van alle tijdelijk werklozen in Vlaanderen gevraagd. Dit is België, dus het heeft lang geduurd, maar na drie maanden, in juni, had Vlaanderen die lijst. De VDAB heeft de opdracht gekregen om alle tijdelijk werklozen in te schakelen en hun een opleidingsaanbod te geven. Naar aanleiding van een debat in het Vlaams Parlement van afgelopen week heb ik vernomen dat minister Clerfayt ongeveer een week geleden heeft gevraagd aan minister Crevits hoe ze dat heeft gedaan. Nu pas schiet men in Brussel wakker. Dat is hallucinant. In de regeringsverklaring mis ik een gerichte strategie en ook ambitie op het vlak van opleiding.

Een andere manier om Brusselaars aan het werk te krijgen, is dat je bedrijven in Brussel aantrekt die op maat zijn van de competenties van de Brusselaars. Als je mensen niet opleidt of aanmoedigt om zelf te ondernemen, moet je bedrijven aantrekken die aan hen jobs kunnen geven. Op dat vlak zie ik ook geen duidelijke ambitie om van Brussel een echte ondernemingsstad te maken. De bedrijven trekken hier nog altijd weg. Ik krijg de indruk dat alle jobs in Brussel zullen moeten komen van de groene economie en dan specifiek van renovatie. De regering zal dus alle werkloze Brusselaars huizen laten renoveren.

[167]

Eén concrete maatregel zie ik wel, namelijk op pagina 19: voor haar herstelplan begroot de regering 53 miljoen. Ze stelt daarbij twee duidelijke doelen voorop, namelijk de attractiviteit van de Brusselse werkzoekenden verhogen met behulp van de nieuwe Phoenixpremie en opleiding. U wilt de professionele, taalkundige en digitale vaardigheden van de werkzoekenden verbeteren om ze dichterbij de arbeidsmarkt te brengen.

Van die 53 miljoen euro zal 45 miljoen naar de Phoenixpremie gaan. Die premie komt eigenlijk erop neer dat u werkgevers geld toestopt - 800 euro per maand gedurende zes maanden - opdat ze Brusselaars aanwerven. Wat een domme maatregel! Werkgevers zitten niet te wachten op een subsidie. Zij willen bekwame werknemers.

Tegelijk is het een toegeving van collectief falen dat u de werkgevers moet omkopen opdat ze toch maar Brusselaars zouden aanwerven voor een periode van zes maanden. Als ze de werknemer een arbeidsovereenkomst van zes maanden aanbieden, krijgen ze die premie. Wordt de werknemer na die periode weer ontslagen, dan is er niets aan de hand. Dan verdwijnt hij weer gewoon in de werkloosheid.

Ik val achterover, als ik een dergelijke maatregel lees. Dergelijke premies werken niet. Vlaanderen is bezig met ze af te schaffen, omdat ze te weinig effect sorteren. U stelt dat nu voor als uw grote plan om de Brusselaars aan het werk te krijgen. U wilt de werkgevers omkopen, ze geld toesteken om Brusselaars aan te werven.

Ik zie dus een beheerde achteruitgang en palliatieve zorg, als het ware, in de vorm van veel meer sociaal beleid. Daar hebt u het vaak over in uw verklaring, wat u misschien tot eer strekt. Ik mag mijn portefeuille dan misschien wel rechts dragen, mijn hart draag ik links. Er zit veel en goed sociaal beleid in uw verklaring. Zo is er eindelijk een concrete doelstelling in verband met de dakloosheid. U wilt namelijk vierhonderd woningen in het kader van Housing First creëren. De N-VA vraagt daar al jaren om. Over de concrete uitvoering, wanneer, hoe, op welke manier, voor wie, met welke budgetten, is niet duidelijk. Daar zal ik dan wel tot uittrenturen met de heer Maron over discussiëren.

Ik ben er voorstander van om mensen uit de dakloosheid te halen door ze een woning te geven. Het is echter nog maar de vraag hoeveel zin dat heeft, als zij daarna terechtkomen in een Brussel dat een economisch kerkhof is, waar er voor hen geen kansen zijn, waar er onvoldoende op gepaste opleidingen wordt ingezet, waar de bedrijven wegtrekken en waar er geen kansen zijn.

[169]

Op dat vlak is het dus een palliatieve verklaring. Ik zie geen ambitie om zaken in Brussel opnieuw op de rails te krijgen. Het is beheerde achteruitgang, de trage dood van onze stad die u enigszins in goede banen probeert te leiden.

Ook met discriminatiebestrijding en samenlevingsopbouw gaat u verder op de ingeslagen weg. U strooit andermaal met subsidies aan vzw's die aan sociale cohesie werken, maar over inburgering, integratie en manieren hoe we de samenleving in onze stad bij elkaar houden, hoor ik niets. Ook daar blijft het bij beheerde achteruitgang, palliatieve zorg en een manifest gebrek aan ambitie voor Brussel.

(Applaus bij de N-VA, Vlaams Belang en MR)

[173]

M. Ridouane Chahid (PS).- Je ne peux cacher une certaine satisfaction personnelle quand j'entends aujourd'hui Alexia Bertrand citer Jean Jaurès. Je regrette simplement que vous n'ayez pas appliqué ces formules ces cinq dernières années, là où vous étiez au pouvoir.

Cette première année de gouvernement n'a pas été simple. À peine arrivé, le gouvernement a dû composer avec un virus qui s'est invité à la table des discussions et s'est propagé auprès de tous pour devenir notre quotidien. Nul n'a été épargné.

Il est vrai que cette pandémie a également remis en lumière les métiers essentiels, et peut-être que certains avaient besoin qu'on leur rappelle l'importance de préserver et de valoriser les services publics. Peut-être avaient-ils aussi besoin qu'on leur rappelle que certaines professions ont une importance vitale. Ces travailleurs restés à l'œuvre ont donné toute leur énergie pour rassurer, servir et sauver des vies : le personnel des soins de santé, les travailleurs sociaux de première ligne, le personnel des maisons de repos, les caissières, le personnel de Bruxelles Propreté, les policiers, les chauffeurs de transports publics et de taxis, et j'en passe.

Notre pays et Bruxelles sont en état de crise sanitaire et sociale. Un peu moins de 40 % de la population bruxelloise se trouvent en risque de pauvreté et 10 % d'entre elle sont en situation de privation matérielle sévère.

[175]

Cette crise sanitaire a renforcé les inégalités sociales. Le risque d'infection ne ressort pas que de la responsabilité individuelle. La densité de population, la taille de certains logements, les conditions de cohabitation multigénérationnelle et l'absence d'espaces verts accroissent le risque de contamination.

Ce constat de renforcement des inégalités doit nous permettre de bâtir les priorités de demain, celles que le Parti socialiste défend depuis toujours, et qui se retrouvent aujourd'hui dans votre déclaration.

Il est vrai que nous faisons face à une crise sanitaire de grande ampleur, que nul ne pouvait prédire, mais il est aussi vrai que nous devons tous, majorité comme opposition, prendre nos responsabilités.

La Région bruxelloise n'est pas seule. Les communes assurent, elles aussi, un travail de première ligne, en soutenant et en mettant en œuvre les décisions qui sont prises. Elles doivent être comprises au sens large, c'est-à-dire qu'elles englobent non seulement les bourgmestres, échevins et conseillers communaux de la majorité et de l'opposition, qui ont été sur le terrain ces derniers mois, mais aussi - et surtout - ces femmes et ces hommes qui, depuis le début de la crise, ne comptent pas leurs heures pour faire en sorte que le service public puisse continuer à fonctionner. Je voudrais ici, au sein de cette assemblée parlementaire, leur dire merci.

La lutte contre la pauvreté et la précarité sera l'un des enjeux fondamentaux pour les mois et les années à venir. À cet égard, vous avez évoqué le plan de relance fédéral et des moyens qui sont dégagés par l'Europe, à hauteur de plus de cinq milliards d'euros.

Mon groupe vous demande de faire en sorte que Bruxelles obtienne les moyens nécessaires afin que les montants qui sont destinés à notre Région soient essentiellement consacrés à la lutte contre la pauvreté et à la redynamisation de notre économie, pour redonner à Bruxelles le rôle qui est le sien, celui de poumon économique de notre pays. Nous avons besoin de réinvestir dans ces deux politiques. C'est une question économique, sociale, mais aussi de dignité humaine.

[177]

Aujourd'hui, la quasi-totalité des secteurs sont touchés par la crise. Or, l'horeca, l'événementiel, le secteur du taxi, le tourisme sont des bassins d'emploi bruxellois et des pôles d'attractivité internationale. Soutenir ces secteurs et leurs travailleurs, c'est soutenir l'attractivité de notre Région, et nous savons tous que quand Bruxelles rayonne, c'est l'ensemble du pays qui brille.

En ce qui concerne les compétences du Collège réuni, j'en profite tout d'abord pour remercier, au nom de mon groupe, l'ensemble des travailleurs qui sont de près ou de loin concernés par la gestion de la crise du Covid-19, et plus particulièrement les opérateurs publics, associatifs et privés du social et de la santé. Nous saluons les efforts budgétaires consentis par le Collège réuni pour soutenir le travail de gestion de cette crise sanitaire et notamment les besoins immédiats tels que le traçage, le dépistage et la médecine préventive.

Le budget de 150 millions d'euros prévu pour faire face à ces urgences est en effet conséquent. Votre gouvernement semble prendre la mesure de l'importance de la crise que nous traversons. Par bien des

aspects, vos priorités font écho aux plans d'urgence et de redéploiement auxquels nous tenons particulièrement en tant que socialistes. Parmi ces priorités, évoquons :

- l'adaptation des infrastructures hospitalières pour assurer une capacité de réponse à la crise, tout en maintenant les soins essentiels et en évitant autant que possible le report de soins ;
- le renforcement des équipes et de l'expertise des services de la Commission communautaire commune (Cocom) et des services d'Iriscare afin d'assurer la continuité de la gestion de la crise ;
- le maintien du numéro d'urgence sociale ;
- le renforcement de la capacité de prise en charge à domicile, en augmentant le contingent d'heures d'aide à domicile et en créant un agrément et un financement pour les services de garde à domicile. Ces mesures constituent un signal fort et une belle avancée dans l'élaboration d'une politique de soutien au maintien à domicile de nos aînés ;
- le renforcement de l'offre de soins en services de santé mentale. Il convient en effet d'accroître et d'adapter l'offre afin de garantir son accessibilité aux populations les plus précaires ;

[179]

- la mise en place de mesures pour les personnes et familles sans abri. Nous serons attentifs à ce qu'un équilibre soit trouvé pour continuer à garantir une offre d'accueil d'urgence ;

- enfin, nous resterons tout aussi vigilants à la mise en œuvre d'une politique alimentaire, cette triste réalité du XXI^e siècle qui permet à de nombreuses familles de survivre.

M. le ministre-président, nous sommes particulièrement satisfaits de voir se poursuivre les chantiers de la législation. La lutte contre le non-recours aux droits en est un qui nous tient particulièrement à cœur. Vous soulignez, à ce titre, le soutien aux CPAS par le biais de l'octroi d'un fonds d'urgence de 30 millions d'euros en 2020 et en 2021.

Par ailleurs, la mise en cohérence des plans de santé, de promotion de la santé et de lutte contre la pauvreté nous semble prioritaire. Nous nous réjouissons également de la mise en œuvre des premiers contrats locaux de social-santé. La crise sanitaire que nous traversons actuellement démontre la nécessité d'une prise en charge adaptée à la réalité de chaque quartier. Quant au secteur des hôpitaux, outre la mise en œuvre des réseaux et des agréments, nous serons attentifs au travail effectué au regard des normes qualitatives des réseaux et des hôpitaux.

Toujours en ce qui concerne le volet social-santé, nous nous réjouissons enfin du soutien financier que la Cocom apportera à la création d'une salle de consommation à moindre risque à Bruxelles.

J'en viens aux pouvoirs locaux. Les communes, échelon le plus proche des citoyens, sont les fondations solides sur lesquelles la Région peut et doit s'appuyer dans la gestion de la crise. Je voudrais vous remercier, vous ainsi que M. Clerfayt, pour l'attention portée aux demandes de revalorisation salariale des fonctionnaires locaux en 2020. Je sais que ce n'est pas encore ce qui est demandé mais le fait d'avoir pris en considération ce dossier, d'avoir initié un certain nombre de réunions et une dynamique en la matière constitue un signal positif que nous saluons.

L'action immédiate, quotidienne et pratique est ce qui fait la richesse du travail réalisé par les communes et rend leur rôle essentiel dans l'architecture institutionnelle. C'est pourquoi il est plus que nécessaire de mener à bien le travail de valorisation et d'harmonisation des statuts des agents de la fonction publique locale. Une fois encore, nous saluons votre gouvernement pour ce premier geste.

Il est aujourd'hui impossible de disposer de chiffres définitifs concernant l'incidence de cette crise sur les finances communales. Une incidence non seulement globale mais aussi différenciée selon les communes car certaines d'entre elles seront plus touchées que d'autres. Des mesures de soutien financier doivent être prises pour éviter un effet à retardement.

[181]

Pour mon groupe, M. le ministre-président, la Région et les pouvoirs locaux doivent continuer à collaborer et se soutenir pour faire face ensemble à cette crise inédite.

En ce qui concerne la sécurité, les zones de police se sont organisées, depuis le début de la crise, pour renforcer la présence des agents sur le terrain afin d'assurer le respect des directives décidées tant par le Conseil national de sécurité (CNS) que par le Conseil régional de sécurité (Cores). Une coordination et une gestion de la crise ont rapidement été mises en place entre les différents acteurs et nous le saluons.

Cette crise a également mis en évidence l'apparition de nouvelles discriminations - notamment sur la base de la santé -, mais aussi une augmentation des violences intrafamiliales. Au cours des derniers mois, le gouvernement bruxellois a aussi dégagé des centaines de millions d'euros afin de soutenir celles et ceux qui ont le plus souffert de la crise sanitaire. Ce sont essentiellement des travailleuses, des aidantes proches, des femmes et des mères seules avec enfants. Toutes ces femmes ont subi de plein fouet les effets directs et indirects de la crise du Covid-19.

Pour le groupe socialiste, la question de l'égalité est fondamentale. Tout comme Mme Teitelbaum, nous saluons d'ailleurs le doublement du budget affecté à l'égalité des chances et le fait que cette compétence devienne transversale et importante pour votre gouvernement.

Nous l'avons aussi vu durant cette crise, les femmes ont été les premières victimes de violences intrafamiliales et toute une série d'actions prises par la Région sont à encourager et doivent être poursuivies au-delà du contexte actuel.

Venons-en à la mobilité. Avec l'explosion de la crise sanitaire, les premières phases de confinement et les appels au télétravail, les soucis de mobilité en Région bruxelloise ont pu sembler disparaître avec l'arrivée du virus. Cependant, de nombreux Bruxelloises et Bruxellois, écoliers, étudiants ou travailleurs ont dû continuer à se déplacer. Face aux incertitudes des prochains mois, il est difficile de prédire de quelle manière la crise aura un impact durable sur les pratiques de déplacement des Bruxellois et de tous les autres usagers de la ville.

[183]

C'est pourquoi nous considérons essentiel qu'une concertation étroite se poursuive avec les communes en vue de pérenniser les meilleurs de ces aménagements et de remettre sur le métier ceux qui n'apportent pas de gains qualitatifs pour les Bruxellois.

Rappelons également que moins d'un ménage sur deux à Bruxelles possède une voiture. Au-delà de certaines pratiques de déplacement individuelles, les solutions collectives doivent plus que jamais être encouragées et

soutenues. Les investissements et la promotion de la plus grande accessibilité des transports en commun doivent rester au cœur de la stratégie régionale de mobilité, une stratégie qui porte des solutions de service public accessibles, disponibles au plus grand nombre et à l'échelle de l'ensemble du territoire.

Nous nous réjouissons d'ailleurs d'apprendre que les moyens dévolus aux investissements en faveur des transports en commun sont immunisés en ces temps de crise et que l'ouverture de nouvelles lignes et l'arrivée de nouveaux bus se poursuivront. Nous saluons également la décision de votre gouvernement qui prévoit la gratuité des transports publics pour certaines catégories d'usagers, et ce, dès l'année prochaine.

À la suite de l'éclatement de la crise du Covid-19, bon nombre de Bruxellois ont pris conscience du poids de l'activité humaine sur notre environnement. Les contraintes de confinement et de limitation de mouvement ont mis en exergue de nombreuses inégalités entre Bruxellois, entre ceux qui disposent d'un jardin, ceux qui ont un parc ou une aire de délassément à proximité de leur domicile.

Ceci étant dit, avec l'arrivée de l'hiver, les prochains mois risquent d'être bien plus difficiles pour le moral des Bruxellois, mais également pour bon nombre de ménages davantage précarisés par le ralentissement de l'activité économique alors que leurs factures énergétiques et de biens de première nécessité comme l'eau continueront à s'accumuler. Mon groupe tient cependant à saluer les dispositions prises sous l'impulsion du ministre et en collaboration avec Sibelga et Vivaqua afin de prémunir les usagers les plus précaires des effets de la crise.

[185]

Au-delà de ces mesures d'urgence, mon groupe se réjouit que les travaux nécessaires à l'établissement d'un statut de client protégé et à l'établissement d'un tarif social de l'eau soient en cours, ainsi que du lancement de l'alliance emploi-environnement-finances qui participera à la relance économique.

En mai dernier, la courbe du taux de chômage, en baisse continue depuis plus de cinq ans, s'est malheureusement inversée. Les travailleuses et les travailleurs bruxellois sont dans l'incertitude.

Le taux de chômage des jeunes est également reparti à la hausse. L'extension du réseau de plates-formes locales d'information et d'accompagnement est une première action concrète pour renouer le dialogue avec ceux-ci et les ramener vers l'école, la formation, le stage ou l'emploi. En somme, il s'agit de la philosophie de la garantie jeunes, avant l'extension du dispositif à tous avec la garantie solutions pour tous.

Pour sortir de cette crise, il nous faudra :

- renforcer le plan bruxellois de relance ;
- travailler main dans la main avec le gouvernement fédéral ;
- et poursuivre les objectifs de la DPR qui n'ont rien perdu de leur pertinence.

Votre gouvernement est porteur d'une conviction : personne ne doit être laissé au bord de la route. Il faut rechercher les publics les plus éloignés du marché du travail, et c'est la logique des territoires "zéro chômeur de longue durée" qui verront le jour en 2021.

Certains évoquent les métiers en pénurie comme solution miracle au chômage à Bruxelles. Aujourd'hui, nous avons besoin des métiers du secteur social-santé. À ce titre, je tiens à saluer la création de 100 nouveaux

postes d'agent contractuel subventionné (ACS) dans ce secteur. Comme je le disais en introduction de mon intervention, Bruxelles a très vite payé un lourd tribut économique au Covid-19.

Ce gouvernement n'a pas lésiné sur les moyens pour amortir autant que possible le choc pour les entreprises bruxelloises, en affectant près de 500 millions d'euros à des mesures de soutien, dont 200 millions d'euros pour la prime unique forfaitaire de 4.000 euros accordée aux PME bruxelloises et pour la prime de soutien et de compensation de 2.000 euros accordée à celles qui ne devaient pas fermer.

[187]

Le premier volet du plan de relance s'élève aujourd'hui à 133 millions d'euros. Le refinancement à hauteur de 160 millions d'euros de finance&invest.brussels est un autre signe de cette ambition.

Ce gouvernement s'est résolument engagé sur la voie de la démocratie sociale de concertation. La concertation et la recherche de priorités partagées avec les partenaires sociaux constituent un excellent signal envers les représentants des travailleurs comme pour les employeurs. C'est un système qui a largement fait ses preuves et nous avons pleinement confiance en sa capacité à faire avancer l'économie et l'emploi au niveau régional.

Bruxelles est un pôle d'attraction à l'échelle internationale. Notre Région a énormément pâti sur ce plan, tout comme d'autres grandes villes européennes. Nous soulignons votre engagement vis-à-vis du secteur du tourisme à Bruxelles et saluons la prise de mesures de soutien au secteur hôtelier. La prime régionale forfaitaire offrira une bulle d'oxygène à nos hôtels, de même que la prime forfaitaire de 20.000 d'euros pourra aider les établissements d'hébergement touristique.

À cet égard, je ne peux m'empêcher de vous rappeler l'importance du secteur des taxis qui joue un rôle primordial pour la promotion de Bruxelles. Ils font partie de ceux qu'on appelle les ambassadeurs économiques de notre Région et ils ont besoin de notre soutien.

J'en viens au développement territorial, les plans d'aménagement directeurs (PAD) ont été l'un des sujets les plus discutés en commission, mais également dans les médias, dans les colloques et parmi les associations. Nous saluons et appuyons votre geste fort consistant à imposer minimum 50 % de logements sociaux dans les PAD Josaphat et Mediapark.

Nous saluons votre engagement constant dans une politique forte de maîtrise du foncier, notamment à travers le rachat des sites de Schaerbeek-Formation et du site historique de Delhaize à Molenbeek,

En parlant de foncier, nous accueillons très favorablement le lancement du plan d'urgence logement en cette nouvelle année 2021 et les 170 millions d'euros consacrés aux politiques nouvelles, qui démontrent l'ambition avec laquelle ce gouvernement veut répondre à l'urgence sociale.

[189]

Dans le cadre du plan de relance, le gouvernement met en place une stratégie d'acquisition et de rénovation des logements qui prévoit notamment d'accélérer la mise à disposition de logements sociaux supplémentaires pour ceux qui sont inscrits sur les listes d'attente. Encore une fois, ce gouvernement montre qu'il associe les actes aux paroles.

Nous saluons les décisions de votre gouvernement. Elles n'ont pas été faciles à prendre, mais elles sont ambitieuses et nous les soutiendrons. Réagir à court terme pour améliorer le quotidien des Bruxelloises et des

Bruxellois dans le cadre de cette crise sociale et sanitaire tout en maintenant les ambitions de l'accord de majorité était un exercice difficile. Vous l'avez réussi, dans l'intérêt de notre Région.

(Applaudissements sur les bancs du PS et de DéFI)

[193]

De heer Arnaud Verstraete (Groen).- Politiek moet volgens mij steeds het beste op maatschappelijk, sociaal, economisch en ecologisch vlak bovenhalen. Dat is een uitdaging en zeker in Brussel. De talloze uitdagingen waar we voorstaan en hoe we die aanpakken, kwamen al bij de vorige beleidsverklaring aan bod.

Twee maanden na de vorige beleidsverklaring kwam er nog een laag bovenop, een extra uitdaging, in de vorm van COVID-19, wat niemand had zien aankomen.

De epidemie zet alles en iedereen onder zware druk. We moesten eerder gemaakte keuzes, ook budgettaire, bijsturen. Daar gaat enorme onzekerheid mee gepaard. Met de hulp van experts moeten we voortdurend op zoek naar het juiste evenwicht tussen de bescherming van de grote groep kwetsbare mensen in Brussel tegen de risico's die de coronacrisis met zich brengt, en redelijke maatregelen, zodat we niet nog meer mensen kwetsbaar maken en we als overheid het economische, maatschappelijke, culturele en menselijke weefsel nodeloos schaden.

[195]

Dat is ongelooflijk moeilijke oefening. De Groenfractie wil daarom haar respect en dankbaarheid uitdrukken voor degenen die dagelijks die keuzes moeten maken en er de verantwoordelijkheid voor nemen, wetende dat zij sowieso kritiek zullen krijgen. Sommigen zullen de maatregelen te streng vinden, terwijl anderen ze dan weer te laks en onverantwoordelijk zullen vinden.

In deze tijden moeten we meer dan ooit aan één zeel te trekken en samen het virus bestrijden. Kritiek moet kunnen en is nodig. Wij hebben de inzichten en voorstellen van de oppositie nodig. Bij de meeste mensen, ook in de oppositie, zien we die houding, waarvoor onze dank. In sommige gevallen echter kan ik mij niet van de indruk ontdoen dat het scoren voor de partij boven het algemeen belang wordt gesteld, bijvoorbeeld wanneer maatregelen die net uitgevaardigd zijn, systematisch in twijfel worden getrokken. Dat gaat om een partijvoorzitter die op een bankje gaat zitten en zegt dat hij die maatregel niet zal handhaven. Dat gaat om de minister-president van het Vlaams Gewest, die uit een vergadering wegloopt waarop is afgesproken dat alle horecazaken dichtgaan, en dan zegt dat hij niet vindt dat alle horecazaken dicht moeten. Dezelfde mensen komen nu hier in Brussel aanmanen dat de maatregelen strenger moeten worden gehandhaafd. Ik roep hen op om eens in de spiegel te kijken, want hun optreden heeft veel weg van bewuste sabotage.

Wij vragen aan de regering om door te zetten. Juist in deze tijden hebben wij leiderschap nodig. Wij hebben leiders nodig die rekening houden met de woelige storm waarin we zitten, die bijsturen en coronamaatregelen nemen, maar ook de klappen die die maatregelen teweegbrengen, mee opvangen en tegelijk resoluut doorvaren naar een betere toekomst en het regeerakkoord met de klimaatambitie en het sterk sociaal hart uitvoeren. Voor ons is dat een en-enverhaal.

[197]

Dat betekent - ook minister Gatz beseft dat - dat je moet betalen. We steunen de keuze om massaal anticyclisch te investeren. Het tekort zal daardoor oplopen, maar we doen nu eenmaal wat nodig is. Ik heb begrepen dat de collega's van de MR dat niet begrijpen. Maar we zeggen dat niet alleen. Ook professor

Peersman van de Universiteit Gent pleit voor die keuze. Hij onderstreept: "Een euro die de overheid nu investeert, zorgt voor drie euro meer bruto binnenlands product (bbp) waarvan anderhalve euro naar de belasting gaat." Zo gaat dat natuurlijk in België.

(Opmerkingen van mevrouw Bertrand)

U hebt het kennelijk slecht begrepen, want de regering maakt wel degelijk dezelfde keuze voor investeringen.

Mevrouw Cieltje Van Achter (N-VA).- Dan hebt u ook slecht begrepen dat in Antwerpen wel degelijk wordt gehandhaafd, mijnheer Verstraete. Er is daar handhaving en de restaurants zijn ook dicht.

De heer Arnaud Verstraete (Groen).- Ik heb het ook juist begrepen dat de N-VA systematisch alle maatregelen ter discussie stelt.

Mevrouw Cieltje Van Achter (N-VA).- Het klopt dat we de maatregelen voor de restaurants betreuren, maar ze zijn wel dicht, mijnheer Verstraete.

De heer Arnaud Verstraete (Groen).- Ik ben blij met uw opmerking dat het niet gemakkelijk is om recht te praten wat krom is.

Mevrouw Cieltje Van Achter (N-VA).- Ik heb geen moeite met recht praten.

[211]

De heer Arnaud Verstraete (Groen).- De onzekerheid is enorm en brengt velen tot wanhoop. Velen zien hun naasten ziek worden of verliezen ze zelfs, veel mensen zien zwarte sneeuw. Ik verwijs naar de vele berichten over zelfmoord bij kunstenaars. De eenzaamheid treft de mensen keihard. De sluiting van de horeca, alweer, drijft ook de mensen uit die sector tot wanhoop.

Tegelijkertijd zien we signalen van hoop en veerkracht. Ik wil dan ook nog eens iedereen bedanken die dagelijks anderen helpen en zich inzetten om er het beste van te maken, ook in deze crisistijd. De inzet, de samenwerking bij zorgverleners, ondernemers, burgers of bestuurders, ook in ons parlement waren nooit zo intens. Oppositie en meerderheid hebben een grote flexibiliteit getoond en het parlement zet zijn werk voort, onder meer in de bijzondere commissie. Iedereen draagt zijn steentje bij om te werken aan betere tijden.

In dergelijke tijden komt het belangrijkste naar boven: zorgen voor elkaar, waar we de voorbije dagen herhaaldelijk toe worden opgeroepen. Dit is ook wat de regering doet: zorgen voor de Brusselaars. Dat doet ze eerst en vooral letterlijk, via het beleid van de GGC, waar de heer Benjumea Moreno zo dadelijk zal op ingaan.

Maar zorgen voor elkaar betekent ook niemand achterlaten, de meest kwetsbaren beter beschermen. Het sterke sociale hart, dat zo nadrukkelijk in het regeerakkoord klopte, moet nu nog sneller slaan. Een aanvaardbaar inkomen, een gezonde en betaalbare woning, eerlijke kansen ongeacht wie je bent, dat zijn fundamentele zaken.

Zorgen voor elkaar is ook zorgen voor onze kinderen en kleinkinderen. Daarom moet de regering eindelijk werk maken van een echte klimaatambitie, om een andere enorme crisis, die zich al jaren aankondigt, nog tijdig te voorkomen.

De klimaatdoelstellingen blijven centraal staan in het gewestelijke beleid. Ik kijk uit naar de klimaatordonnantie, die de doelstellingen zal verankeren en de principes van het beleid zal vastleggen, namelijk sociale rechtvaardigheid, voortzetting van de inspanningen, burgerparticipatie.

[213]

U wilt een alliantie werkgelegenheid-leefmilieu-financiën voor duurzame renovatie lanceren. Ze zal een goede illustratie vormen van een win-winsituatie: ze draagt immers op lange termijn bij aan de klimaatdoelstellingen, zorgt voor minder energiekosten voor bewoners hier en nu en voor meer jobs midden in een crisis in een sector met toekomst.

Dat effect zal nog worden versterkt door de aangekondigde, sterk vereenvoudigde energiepremies voor de isolatie van gebouwen, met name voor de lagere inkomensklasse. Voorts krijgt het gewest dankzij het actieplan 'Brussel ademt' meer gezonde lucht. Er komen meer natuur en biodiversiteit in de stad met het Brussels natuurplan. U wilt een rechtvaardige toegang tot drinkwater voor iedereen via een ordonnantie die het recht op drinkwater beschermt.

Op het vlak van economie en werk loopt dezelfde rode draad door uw beleidsverklaring. U zet in op een dubbele aanpak: enerzijds de harde klappen als gevolg van de coronamaatregelen zo goed mogelijk opvangen en anderzijds toekomstgerichte keuzes maken en in de praktijk brengen. Voorbeelden daarvan zijn de investeringen in klimaat, mobiliteit, stadsontwikkeling en huisvesting, die voor jobs zullen zorgen.

We moeten ervan uitgaan dat er volgend jaar 30.000 werkzoekenden bij zullen komen. De regering maakt dan ook een goede en menselijke keuze als ze voor 2021 een bedrag van 53 miljoen euro uittrekt om Brusselse werkzoekenden via de Phoenixpremie een grotere kans op een job te bieden.

De regering trok snel aanvullende steun boven op de federale steunmaatregelen uit, met bijvoorbeeld het gewestelijk herstelplan. Sinds afgelopen week zijn er ook de proxileningen. Groen ijvert daar al lang voor, omdat via dergelijke leningen privékapitaal wordt geactiveerd. Kmo's zullen gemakkelijker kunnen lenen bij vrienden, kennissen of burens.

Ook de culturele en creatieve sector wordt niet vergeten: er komt in 2021 een nieuwe strategie met nieuwe instrumenten, voor meer dan 600.000 euro.

[215]

Het heeft me verrast dat de collega's van de MR een van de zichtbaarste transformaties niet hebben opgemerkt, namelijk in de Brusselse mobiliteit. Ook op dat vlak zien we een gecombineerde aanpak van de regering, met extra middelen om wat al bestaat te beschermen.

Er worden ettelijke miljoenen uitgegeven onder andere voor meer trams en bussen, ook buiten de spits, zodat door een lagere bezetting social distancing mogelijk is, voor extra ontsmetting en aanvullende veiligheidsmaatregelen.

Tegelijkertijd grijpt de regering de kans om voortgang te maken met de genomen beleidsopties, die nooit eerder zo democratisch en participatief tot stand kwamen, denk maar aan Good Move, een cocreatief proces dat twee jaar duurde. Dat plan krijgt nu een versnelde uitrol.

Denk ook aan de 40 km fietspaden. Vriend en vijand moeten erkennen dat er doortastend is opgetreden. We moeten verder op dat elan, vanzelfsprekend in goede dialoog met de betrokken partijen.

De regering zet in op openbaar vervoer met drie nieuwe tramlijnen, 30% meer buscapaciteit tegen 2022, de werken aan metrolijn 3 en gerichte maatregelen om te voorkomen dat de prijs voor een specifieke doelgroep een onoverkomelijke drempel wordt. Ze wil kinderen van jongs af aan goede gewoonten bijbrengen en mensen die het nodig hebben, gratis gebruik laten maken van het openbaar vervoer.

Zorgen voor elkaar betekent ook zorgen voor verkeersveiligheid, zodat je geliefden 's avonds gezond en wel thuiskomen van school, werk of uitstap. Verkeersveiligheid komt niet vanzelf. Ze vergt voortdurend inspanningen, een stad op een zacht en menselijk ritme, waar 30 km/uur de norm is, een norm die op 1 januari 2021 ingaat. Ze betekent ook dat we zwarte punten aanpakken. De eerste autoluwe wijken, een nieuwe actieplan verkeersveiligheid en de staten-generaal komen eraan.

[217]

Wil de regering echt werk maken van een veerkrachtige stad, dan moet zij zeker investeren in de strategische zones. We koesteren op dat vlak grote ambities en kijken uit naar de bijgestelde plannen. De sites moeten de prototypes zijn van een klimaatneutraal Brussel, dat we in 2050 gerealiseerd willen zien.

We moeten zo veel mogelijk gaan voor autoluwe of autovrije wijken, voldoende ruimte voor groene zones en biodiversiteit, voorzieningen op maat van de wijk en inspraak en participatie voor en tijdens de projectontwikkeling. Over dat laatste zijn er discussies bezig. We staan open voor heel veel verschillende methodes en vormen; de kern is dat er ruimte is voor inspraak en participatie en dat er geluisterd wordt, want alleen op die manier komen de beste projecten voor alle Brusselaars tot stand. Het aangekondigde kader voor tijdelijk gebruik is voor ons een goede stap en natuurlijk ook de oprichting van de Dienst voor Participatie bij Prospective. De instrumenten zijn klaar. We kijken nu vooral uit naar de concrete resultaten.

Ook in het beleidsdomein van de huisvesting krijgt het langetermijnperspectief de nodige aandacht. De lockdown liet eenieder het belang van een thuis voelen; de gezondheids crisis stelde huisvestingsproblemen nog scherper. Stel je voor hoe het was voor wie in een te kleine en ongezonde woning leeft, de huurprijzen swingen de pan uit en de discriminatie is er niet op verminderd. We hebben dringend een afkoeling van de huurmarkt nodig en zijn dan ook blij met de aankondiging in verband met de paritaire huurcommissie. Het stemt ons ook tevreden gelet op de crisis dat er in het noodplan Huisvesting ook aandacht is voor de dak- en thuislozen.

[219]

Ten slotte mogen we niet vergeten dat bepaalde fundamentele problemen, zoals ongelijkheid van kansen, discriminatie en geweld tegen vrouwen tijdens deze crisis nog toenemen. Groen is dan ook zeer tevreden dat de regering dat beseft en 50% meer middelen uittrekt voor de strijd tegen die fenomenen.

De regering investeert middenin deze crisis volop in Brussel. Om te beginnen in meer en betere zorg, mobiliteit, verkeersveiligheid, klimaat, kwaliteitsvolle huisvesting, groene stadsontwikkeling, in onze economie, de ondernemers, de werkgevers en de werkzoekenden en dat op een manier die de veerkracht van Brussel verder zal versterken. Zo zal het gewest de uitdagingen waar het de komende jaren mee zal worden geconfronteerd, beter aankunnen.

Dat is het leiderschap dat we nu nodig hebben. De regering moet de crisis het hoofd bieden met alle middelen die ze heeft en meer, en tegelijk moet ze volop inzetten op een veerkrachtig, groen en sociaal Brussel dat sterk genoeg is om ook de toekomstige uitdagingen en crises te doorstaan.

Groen staat dan ook achter deze regeerverklaring.

(Applaus bij Ecolo, Groen en Open Vld)

[223]

De heer Juan Benjumea Moreno (Groen).- Beste collega's, beste Brusselaars, vandaag zal ik het hebben over de GGC, de minst bekende drielettercombinatie van de Belgische politiek. Drie letters die enkel maar kunnen dromen van het vertrouwen dat de vier magische letters van RWDM of RUSG inboezemen. De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (GGC) is echter niet alleen maar een obscure administratie, achter die administratie gaan talrijke helden schuil die de strijd aangaan in de ziekenhuizen, de rusthuizen en op de eerste lijn.

De GGC, RWDM en RUSG hebben evenwel toch iets gemeen. Zo zei de topambtenaar van de GGC donderdag nog dat de GGC een ploeg is die in vierde provinciale speelde, snel naar tweede klasse promoveerde en van de Champions League droomt.

De ploeg heeft de steun van een ambitieuze voorzitter, het Verenigd College, dat 150 miljoen euro in de GGC, en dus in het sociale beleid, investeert.

Een ploeg in opkomst begint met een stevige verdediging. Het Verenigd College versterkt de ziekenhuizen en de OCMW's, zodat niemand achterblijft en alle Brusselaars een beroep op hun sociale rechten kunnen doen. Dat is de verdedigingslinie van het sociaal beleid. Het Verenigd College versterkt ook de geestelijke gezondheidszorg voor wie het de vorige maanden zwaar kreeg. Het investeert zodat de mensen in de strijdlinie, de verplegers, dokters, laboranten en essentiële beroepen, niet alleen staan. Het investeert ook in de infrastructuur van de ziekenhuizen, die de vorige maanden van nood wet moesten maken maar veel beter verdienen.

Een sterke ploeg kan ook rekenen op een strijdvaardig middenveld. Dat middenveld vraagt al lang om vernieuwende, menselijke opvanginitiatieven. Het wenst dat iedereen een dak boven het hoofd heeft en ziet een thuis als een absoluut basisrecht. De maanden waarin ons werd gevraagd om in ons kot te blijven, waren extreem zwaar voor wie geen kot heeft.

[225]

Ik ben blij, maar vooral ook opgelucht, dat het Verenigd College voluit kiest voor Housing First en niet voor massale noodopvang. Dat levert nu al zichtbare resultaten op. Het voorbije jaar kwamen er duizend kwaliteitsvolle plaatsen bij in de daklozenopvang, zodat er nu meer opvang is dan ooit.

In de strijd tegen het virus staan we 0-2 achter. Een 'remontada' is mogelijk, maar daarvoor is een daadkrachtige regering nodig. Een twijfelende spits maakt geen doelpunten. Ook onvoorwaardelijke steun voor iedereen die in de verdedigingslinie staat en een strijdvaardig middenveld zijn nodig. Elke Brusselaar moet zich inzetten, 'tous ensemble'. Een rondje applaus volstaat niet, iedereen moet doen wat nodig is en de maatregelen strikt naleven, om de helden te steunen die zich al maandenlang inzetten in de strijd tegen het virus en de ravage die het achterlaat.

We mogen kritisch zijn, zoals elke supporter, maar moeten achter de Brusselse regering staan, die de nodige maatregelen treft om iedereen die kwetsbaar is, te ondersteunen.

(Applaus bij Ecolo, Groen en sp.a-one.brussels)

[229]

Mme Françoise De Smedt (PTB).- M. le ministre-président, j'aimerais vous inviter à vous promener avec moi dans les quartiers où vous feriez mieux de vous rendre. Cette promenade a l'ambition de vous montrer une partie de nos idées pour répondre à l'urgence des familles et des travailleurs bruxellois.

Nos idées, ce sont d'abord des maisons médicales dotées des moyens nécessaires pour se développer dans tous les quartiers bruxellois et faire de la médecine préventive, passer dans les familles et effectuer, en toute confiance, le suivi des contacts rapprochés afin d'isoler ce fichu virus.

Ce sont des maisons de repos disposant de personnel en suffisance pour s'occuper de nos grands-parents et offrant des emplois durables et de qualité.

C'est un encadrement des loyers qui aura permis de les faire baisser pour redonner de l'oxygène et du pouvoir d'achat, que ce soit à Jérôme, à Fatima, à Nathalie ou encore à Yacine.

Ce sont les loyers commerciaux suspendus pendant plusieurs mois pour Grégory qui tient un café.

Ce sont des transports en commun qui ont reçu les moyens de se développer maintenant, pour nous transporter sans être bondés.

C'est aussi, évidemment, l'activation de tous les leviers afin que les plus riches paient des impôts et financent la dette qui nous attend, de sorte que l'on ne se retrouve pas avec une taxe kilométrique qui va appauvrir davantage les travailleurs.

C'est ce que nous appelons, M. le ministre-président, une promenade de santé, une promenade sociale. Mais on ne peut en dire autant de la promenade proposée dans votre déclaration d'hier. La crise sanitaire que nous subissons depuis mars est aujourd'hui dans sa deuxième vague, et nous partons presque plus mal armés qu'à l'arrivée de la première vague.

[231]

Je ne reviendrai pas sur les problèmes qu'a posés la mise en place du dépistage et du traçage des contacts, dont on a déjà beaucoup parlé. Vous ne pouvez plus dire aujourd'hui que vous avez été pris par surprise, il s'agit plutôt d'un échec de votre manque d'anticipation.

Je citerai plutôt la secrétaire générale de la Fédération des maisons médicales (FMM) : "Depuis des semaines, la première ligne tire la sonnette d'alarme. Nous ne tenons plus le coup. Les hôpitaux doivent ouvrir des unités de soins intensifs alors que le personnel soignant fait défaut."

Je reviendrai également sur l'action menée encore hier par le personnel de la clinique Sainte-Anne pour demander plus de bras. Je parlerai des hôpitaux qui appellent au secours et de la première vague, qui a été particulièrement dévastatrice dans les maisons de repos. Plus de 1.000 résidents de maisons de repos sont décédés à Bruxelles. Une résidente a d'ailleurs témoigné dans l'émission #Investigation de la RTBF : "Oui, nous sommes âgés. Oui, nous sommes handicapés. Mais, ce n'est pas pour cela que l'on doit nous laisser mourir. Le gouvernement n'a pas fait son boulot et c'est tout."

Aujourd'hui, vous êtes en train de laisser les choses se reproduire, sans avoir tiré toutes les leçons de cette première vague. On apprend que quatre décès sur dix sont à nouveau enregistrés parmi les résidents des maisons de repos. En temps normal, le personnel des maisons de repos est déjà débordé. Une aide-soignante m'expliquait qu'elle devait s'occuper de dix-neuf résidents en trois heures, ce qui veut dire qu'elle dispose de

neuf minutes par personne pour la laver, la nourrir et la soigner. Une autre me racontait que, sur son lieu de travail, elles n'étaient que deux la nuit pour s'occuper de 82 résidents.

Après sept mois de crise pendant lesquels les membres du personnel des maisons de repos ont vu décéder plus de 1.000 résidents et quelquefois leurs propres collègues, ces travailleurs et travailleuses sont aujourd'hui plus vulnérables que jamais, ils sont fatigués physiquement et psychologiquement. Comment est-il possible qu'on en soit encore là ?

Pour pallier la catastrophe, nous avons proposé en juillet un amendement de 30 millions d'euros pour pouvoir engager du personnel en urgence dans les maisons de repos. Vous l'avez tous refusé. Aujourd'hui, vous proposez 30 millions d'euros pour revaloriser les salaires de l'ensemble du secteur non marchand sur quatre ans. Nous voudrions quand même souligner cette avancée. Je rappelle toutefois que les syndicats demandaient 100 millions d'euros pour pouvoir engager du personnel supplémentaire.

[233]

Nous ne pouvons plus, à l'heure actuelle, laisser revivre des drames au sein des maisons de repos. Il faut engager du personnel dès à présent.

Par ailleurs, nous avons besoin d'une première ligne de proximité, pour pouvoir enfin organiser le dépistage rapide et le suivi de contacts efficace, qui nous ont tant fait défaut.

Votre déclaration ne fait aucune mention des maisons médicales, alors que celles-ci constituent un maillage de première ligne, dense et efficace. Dans l'État indien du Kerala, les maisons médicales ont été utilisées, à profit, puisque le Kerala compte aujourd'hui huit fois moins de morts que la Belgique. Des milliers de travailleurs y assurent de l'information, du dépistage et du suivi des contacts. Le décalage est frappant entre ce qui est organisé là-bas et ce que nous avons vécu dans notre pays, en particulier à Bruxelles, où le dépistage a imploré cette semaine.

Nous notons aussi un décalage entre vos déclarations rassurantes sur la situation des sans-abri et les déclarations de cinq organisations non gouvernementales (ONG) la semaine dernière concernant la réduction du nombre de lits mis à la disposition des personnes précarisées avant l'été, alors que l'hiver et la seconde vague menacent. Ces organisations non gouvernementales en appellent au retrait des barrières administratives qui empêchent l'accès aux soins de santé et de santé mentale, mais également au dépistage, à de nombreuses personnes vulnérables.

La crise que nous traversons aggrave la crise du logement et accentue la précarité. De nombreux ménages ont perdu des revenus et éprouvent des difficultés accrues à payer leur loyer. De manière concomitante, la demande d'aide alimentaire augmente fortement, alors que notre Région est l'une des plus riches d'Europe.

L'année dernière, dans votre déclaration en octobre, vous évoquiez 43.000 familles inscrites sur une liste d'attente d'un logement social. Hier, vous avez cité le nombre de 49.000, en précisant qu'il s'agissait de 10 % de la population bruxelloise.

Vous avez annoncé que 425 millions d'euros supplémentaires seraient dégagés pour le logement au cours de cette législature. C'est effectivement une avancée dans les budgets, mais la question fondamentale est celle de l'affectation de ces budgets.

[235]

Hier, vous avez indiqué que 50 % de logements sociaux seraient créés sur les terrains publics. L'accord gouvernemental de 2019 mentionne, quant à lui, 50 % de logements à finalité sociale, ce qui est fort différent ! La finalité sociale inclut également les logements modérés et moyens. Or, les logements moyens affichent un loyer moyen quasiment au même niveau que le marché privé. Comment voulez-vous que les Bruxellois qui devraient avoir accès à un logement social s'en sortent dans ces conditions ? Soyez précis dans vos propos. Comptez-vous créer 50 % de logement sociaux ou s'agit-il des mêmes informations obscures qu'en 2019 ?

Selon Mme Ben Hamou, en 2019, il y a eu 1.360 logements en réception provisoire. Parmi ceux-ci, 318 seulement étaient des logements sociaux. M. le ministre-président, si c'est ce que vous comptez faire dans les années à venir, évitez de dire que vous allez créer du logement social. Si vous accordiez l'intégralité des 500 millions d'euros prévus au logement social, un minimum de 2.500 logements pourraient être produits durant cette législature. Cela constituerait un pas en avant, mais ce n'est pas la direction que vous prenez aujourd'hui !

Vous avez aussi évoqué une limitation des hausses injustifiées des loyers. Toutefois, votre manière de procéder n'est pas claire. La majorité des loyers a effectivement augmenté de manière injustifiée ces dernières années. Cette hausse est de 20 % supérieure au coût de la vie et en décrochage total par rapport à l'évolution des salaires en Région bruxelloise. La seule solution à nos yeux est d'adopter un cadre contraignant pour les faire baisser, ce dont vous ne parlez pas !

Nous ne comprenons pas non plus pourquoi vous ne prolongez pas le moratoire sur les expulsions jusqu'à la fin de la crise sanitaire. Cette mesure ne grèverait pas les budgets ! En revanche, elle aiderait des familles à trouver une solution, le temps que la crise sanitaire se termine.

(M. Guy Vanhengel, premier vice-président, prend place au fauteuil présidentiel)

[239]

Ce sont deux mesures d'urgence qui ne pèsent pas sur les budgets de la Région, qui n'accroissent pas la dette et qui vont pouvoir redonner du pouvoir d'achat à la population bruxelloise.

Sur le volet de la cohésion sociale et de la lutte contre les discriminations, je n'ai pas l'impression que vous saisissiez l'enjeu et l'urgence de la situation. La première période de confinement s'est conclue, en mai et juin, par le plus grand mouvement de ces dernières années en Belgique - mais aussi à travers le monde - contre le racisme et les violences policières.

Nous avons également assisté à une mobilisation autour des enjeux décoloniaux avec les 60 ans de l'indépendance du Congo, avec toute cette jeunesse multiculturelle qui en a marre du "vieux monde" et qui prend sa place dans la rue. Vous ne dites pas un mot à ce sujet : rien sur la décolonisation, les violences policières et le harcèlement au travers des sanctions administratives liées aux mesures sanitaires.

Pourtant, la Ligue des droits humains a établi un rapport détaillé montrant l'augmentation des abus pendant le confinement. Toutefois, j'ai posé plusieurs fois la question en commission spéciale Covid-19, et seul le bourgmestre de la Ville de Bruxelles Philippe Close m'a répondu, en me disant qu'il n'y avait pas eu d'abus. Selon vous, M. le ministre-président, cela signifie-t-il que la Ligue des droits humains affabule ?

Parmi les pays européens, la Belgique est à la traîne en matière de lutte contre les discriminations à l'emploi depuis des années. Plus personne ne discute ce constat. Une fois de plus, votre déclaration est vide à ce

sujet ! Sur le logement, vous dites vouloir agir : il est temps ! Mais il n'y a eu aucun contrôle sur le marché du logement en 2019 et seulement deux sur le marché de l'emploi. Malheureusement, ceci n'est pas une blague...

Vous parlez de développer le réseau des bus et de créer plusieurs lignes de tram, mais quand et avec quel budget ? Dans votre déclaration d'hier, vous avez évoqué une augmentation d'ici 2022, mais c'est maintenant que les transports sont bondés, et nous apprenons dans la presse que l'offre a atteint son niveau maximum. Je rappelle que parmi le personnel de la STIB, 165 personnes ont été contaminées depuis septembre. C'est maintenant que nous avons besoin d'élargir l'offre de transport et d'accroître la fréquence !

[241]

Nous avons proposé de mobiliser le secteur des taxis, qui est en souffrance durant cette crise, pour transporter le personnel des soins de santé, les personnes à mobilité réduite (PMR) et nos aînés à la santé fragile. Ainsi, le secteur des taxis aurait un complément de revenus, les transports en commun, seraient en partie déchargés et nos aînés verraient leur santé mieux protégée.

Les chauffeurs de la STIB demandent une bâche de protection, comme dans les autres réseaux de transport. Pourquoi n'appliquez-vous pas cette mesure, madame la ministre ? Pourquoi n'augmentez-vous pas le nettoyage des véhicules ? Pourquoi n'écoutez-vous pas les travailleurs ?

(Applaudissements de M. Handichi)

Pourquoi n'écoutez-vous pas les milliers de citoyens qui signent la pétition contre la taxe kilométrique ?

M. le ministre-président, vous avez dit hier que le but de cette taxe est de diminuer l'utilisation de la voiture. Quelque chose cloche dans ce raisonnement. Pourquoi prévoir des recettes budgétaires qui vont passer de 200 à 500 millions d'euros par an, si ce n'est l'aveu qu'il s'agit de faire payer les familles pour remplir les caisses ?

Beaucoup de travailleurs n'ont d'autre choix que de se rendre au travail en voiture car il n'y a pas assez de transports en commun près de chez eux. Mon camarade Francis Dagrín a repris l'autre jour l'exemple d'une infirmière, dont le salaire est parmi les plus bas. Avec votre taxe kilométrique, elle paierait 1.500 euros supplémentaires par an. C'est ainsi que vous remerciez les travailleurs des secteurs essentiels, Mme Van den Brandt ? Ne pensez-vous pas que la crise leur a déjà coûté assez cher ?

Sans compter les nombreux ex-Bruxellois, qui ont quitté la capitale car le loyer était trop élevé. Ils écotent maintenant de la double peine : payer la taxe kilométrique pour se rendre au travail ! Vous dégoûtez les travailleurs sur les questions écologiques en agissant ainsi, alors qu'on a justement besoin de rassembler tout le monde pour relever ces défis. Mais cela doit se faire d'une manière sociale. Il faudrait commencer par leur offrir une alternative et non pas par une punition.

[247]

Votre déclaration ne nous convainc pas non plus en matière d'emploi. Selon vous, le nombre des demandeurs d'emploi augmentera de 30.000 unités à Bruxelles. La réponse de la déclaration n'est pas à la hauteur de ce défi. Vous restez embourbé dans l'idée qu'il faut plus d'accompagnement et plus de formation, le tout adapté aux besoins des employeurs, même si ces formations sont financées par la collectivité.

La première réponse au chômage, c'est de créer des emplois, et non d'offrir de nouvelles primes d'embauche telles que phoenix.brussels. Elles ne font que stimuler le mécanisme des emplois carrousel, petit jeu fort apprécié de certains patrons qui consiste à embaucher un chômeur pour bénéficier de la prime, le licencier quand elle arrive à échéance, et recommencer l'année suivante avec un autre chômeur. Ce carrousel, votre déclaration l'encourage encore plus. Vous vous obstinez, sans vous en cacher d'ailleurs - dommage que le ministre Clerfayt ne soit pas là -, à mettre les chômeurs en concurrence, mais ne résolvez pas la crise de l'emploi sur le fond, n'offrant encore et toujours que des conditions de travail précaires.

Il y a, par rapport à la déclaration de 2019, du nouveau en matière économique : le paiement de différentes primes aux entreprises ayant fermé durant le confinement. Nous sommes très inquiets quant à l'avenir des petites et moyennes entreprises (PME) et des indépendants. Vous indiquez qu'il s'agit d'un soutien rapide. Pourtant, les témoignages venus du terrain indiquent le contraire et, comparativement à la Wallonie et à la Flandre, les aides ne sont pas suffisantes.

Nous avons demandé une généralisation de la dispense de loyer pour les cafés, car derrière ces établissements se trouvent de gros groupes immobiliers, comme Cofinimmo, qui font des millions de bénéficiaires. Nous leur demandons que les cafés soient exemptés de quelques mois de loyer : une bouffée d'oxygène, une mesure exceptionnelle pour une période exceptionnelle.

[249]

Votre déclaration de 2020 ne témoigne d'aucune empathie à l'égard des chômeurs et travailleurs précaires. Ainsi, l'année passée, vous indiquiez vouloir augmenter le revenu de formation pour les chômeurs à 4 euros/heure de formation. Votre déclaration n'y fait aucune allusion. De même, vous indiquiez souhaiter améliorer les conditions de travail des aides ménagères en titres-services et n'en parlez plus du tout dans votre déclaration de 2020.

Se pose aussi la question de savoir qui paiera l'ensemble des primes que nous avons accordées et ce 1,5 milliard d'euros de dettes. Vous disiez espérer obtenir des subventions de la part de l'Union européenne, oubliant visiblement que cette dernière est elle-même financée par les collectivités. Vous ne faites aucune proposition pour faire contribuer les entreprises qui ont engrangé beaucoup de bénéficiaires au cours de cette pandémie. Je pense notamment aux grands distributeurs tels que Colruyt ou Delhaize. Votre silence sur cette question de savoir qui prendra en charge la facture nous conforte dans l'idée que c'est la population qui paiera les pots cassés, comme l'atteste d'ailleurs la taxe kilométrique.

Vous ne souhaitez visiblement pas sortir de ce paradigme selon lequel le remboursement de la dette et la souffrance de l'austérité feront suite, demain, à celle de l'épidémie. Vous ne faites finalement que reporter le problème à plus tard. M. ministre-président, vous n'avez pas été à la hauteur de la crise sanitaire et ne serez pas à la hauteur de la crise sociale. On ne stoppe pas une hémorragie à l'aide de sparadraps ou de vieilles recettes dysfonctionnelles. Appauvrir l'infirmière qui prodigue les soins n'est pas non plus une solution, pas plus que laisser mourir les cafés et restaurants ou délaisser nos aînés en maisons de repos.

(M. Rachid Madrane, président, reprend place au fauteuil présidentiel)

Sur la base de l'ensemble de ces constats, il me paraît inconciliable de remercier, comme le fait M. Chahid, dans le même temps les travailleurs et le gouvernement. Pour conclure, je citerai Peter Mertens, président du PTB dont le livre "Ils nous ont oubliés" vient de paraître. Dans son ouvrage, en parlant de nos aînés, ce dernier écrit : "Les plus anciens ne sont pas les derniers mais les premiers. Ce sont les découvreurs, les pionniers, ceux qui nous ont tout appris, ceux qui nous ont précédés. Les personnes âgées ne sont pas le passé, elles sont l'avenir. Elles représentent ce que nous allons devenir."

[255]

Nous devons mettre les moyens pour qu'elles vivent et vieillissent dans la dignité. C'est de cette toute autre société-là dont nous avons besoin.

(Applaudissements sur les bancs du PTB et du PVDA)

M. Ridouane Chahid (PS).- Je voudrais intervenir comme tout le monde me cite aujourd'hui.

M. Youssef Handichi (PTB).- Tout le monde ? Nous relevons simplement vos incohérences.

M. Ridouane Chahid (PS).- Mme De Smedt, je voulais signaler que l'on peut à la fois remercier les travailleurs et le gouvernement. Contrairement à vous, nous avons besoin du gouvernement pour amener des solutions aux travailleurs. C'est ce qui nous différencie.

Mme Françoise De Smedt (PTB).- J'ai cité de nombreuses pistes de solution, M. Chahid !

M. Ridouane Chahid (PS).- En ce qui nous concerne, nous agissons, nous ne nous contentons pas de parler. Nous n'avons pas le ministère de la parole, mais bien celui de l'action.

(Applaudissements sur les bancs du PS)

[269]

De heer Dominiek Lootens-Stael (Vlaams Belang).- Het is geen nieuws dat het Brussels Gewest voor grote uitdagingen staat en die werden de voorbije decennia almaar groter, omdat een ernstige en diepgaande aanpak uitbleef.

Het probleem van Brussel is immers niet conjunctureel, maar structureel. Uw partij, mijnheer de minister-president, draagt daar de grootste verantwoordelijkheid voor, want ze heeft het grootste deel van de voorbije dertig jaar aan het roer gestaan.

De bescheiden successen van de voorbije jaren volstaan helaas niet om een en ander deftig op de rails te krijgen. Zo gleeed en glijdt Brussel almaar verder af in immobilisme, terwijl cliëntelisme hoogtij vierde en viert.

De integratie van een nieuwe groene speler in het systeem verloopt blijkbaar niet zonder slag of stoot. We hebben anderhalf jaar moeten wachten op een meerjarenbegroting, die ons in de loop van de volgende weken wordt voorgesteld.

Het regeerakkoord was in die mate volgestouwd met wederzijdse zoethoudertjes dat er amper een coherente, financiële lijn in te brengen was. Er was het voornemen om de financiële situatie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen afgelopen lente te analyseren.

De coronacrisis besliste daar anders over en waar we reeds lang voor waarschuwden, gebeurde: een ondoeltreffend systeem dat jaar na jaar boven zijn stand leefde, blijkt niet bestand tegen schokken. De pandemie is zo'n schok, waarvan we al jaren wisten dat die kon komen.

[271]

Nu is het zover. De schok is inderdaad hard aangekomen en uw analyse over hoe onzeker alles is, is correct: ze zet alles onder druk. Business as usual zal niet meer kunnen, maar toch volhardt u en blijft u op dat spoor. Dat blijkt uit uw beleidsverklaring, waarin u tapt uit het klassieke paars-groene vaatje: voor elke coalitiepartner wat moois en mooie beloften voor de achterban, die echter als los zand aan elkaar hangen.

U vroeg ons waarop u zou moeten besparen. Laat ik duidelijk zijn: heel wat geld gaat verloren aan structuren die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inefficiënt en naast elkaar werken. Bovendien gaat de regering voortdurend haar bevoegdheden te buiten en doet ze zaken waarvoor gemeenten en vooral gemeenschappen bevoegd zijn. Dat bepaalde gemeentebesturen en hoofdzakelijk één bepaalde gemeenschap niet de juiste prioriteiten stellen en een slecht beleid voeren, stelt het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor uitdagingen. U hoeft het gewest daar echter niet voor te laten opdraaien.

Ik wil niet beweren dat er geen behoefte is aan bijvoorbeeld infrastructuur voor sport of voor cultuur, integendeel. U moet zich echter beperken tot het samenbrengen van partners en het stroomlijnen van projecten van de privésector, de gemeenten en de gemeenschappen.

Bovendien zou u bijvoorbeeld kunnen besparen door subsidiekranen dicht te draaien, waardoor geld vloeit naar allerhande schimmige organisaties die de multiculturele religie moeten dienen.

Met de klaagzang dat de zogenoemde begrotingsperimeter niet in overeenstemming is met het Brussels bbp, bedoelt u dat u graag nog meer extra financieringsbronnen zou willen aanboren. Dat illustreert de hybride, de tweeslachtigheid waarin sommige Brusselse politici zich vaak hullen.

Het bbp, waar de Brusselse regering mee pocht, wordt grotendeels in Vlaanderen en voor een stuk in Wallonië verdiend, maar in de hoofdsteden in Brussel verwerkt, gebundeld en afgerekend. Dat maakt de sterkte van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

[275]

Brussel is niet de locomotief die het land trekt, maar wel de bestuurscabine die door de machine vooruit wordt gestuwd. De rol van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is er een van gastvrijheid en dienstverlening.

Elk jaar blijven bedrijven en tienduizenden mensen Brussel verlaten. Onbetaalbare en slechte woningen, de drukke en onverzorgde openbare ruimte, voor Nederlandstaligen de ontbrekende voorzieningen in de eigen taal, de onveiligheid, het amateuristische beleid op vele vlakken, het stoort de mensen allemaal mateloos. Dat vind ik jammer, want ons stadsgewest heeft zoveel potentiële troeven. Zolang het actieve deel van de bevolking het gewest blijft verlaten, zal de Brusselse rekening nooit kloppen.

De oplossing die u lijkt voor te stellen is dat, zolang de internationale kredietrating goed blijft, we volop kunnen inzetten op goedkoop geld en schuld blijven opbouwen. Daarbij wordt Covid-19 als dankbare uitvlucht gebruikt, wat bijzonder wrang is.

Met de komst van de groene partijen in de regering, mevrouw de minister, is dat niet anders. Zij blijken evenmin geïnteresseerd in een duurzame aanpak, maar zorgen in de eerste plaats voor oppervlakkige 'quick wins', zoals het nachtelijk schilderen, al dan niet met ecologische verf, van fietspaden. Dat is pure symbolopolitiek.

De komst van groene ministers op zorg en welzijn heeft ons ook niet veel goeds gebracht. De eerste Covid-19-golf was een overrompeling, Nochtans waren er genoeg waarschuwingen, ook van Brusselse

beleids mensen. De tijd die we kregen in de zomer, werd vooral gekenmerkt door een vals gevoel van opluchting en laksheid.

[277]

Begin augustus vroegen we al snelle testcapaciteit naar Antwerps model, maar dat was allemaal niet nodig, want Brussel was Antwerpen niet en paniek was niet nodig, terwijl nochtans alle signalen op rood stonden en in eufemistisch multicultureel genoemde wijken de elementaire hygiëne- en afstandsmaatregelen niet werden nageleefd.

Het viel op dat een heleboel mensen, die geen Frans, Nederlands of Engels begrijpen, niet worden bereikt en dat een heleboel mensen in de zogenaamd multiculturele wijken blijkbaar niet willen worden bereikt.

Mevrouw Bertrand, u kunt weglopen, maar neemt u eens een kijkje op de Facebookpagina van het Vlaams Belang. Daar ziet u een foto van de markt in Molenbeek afgelopen week.

(Opmerkingen van mevrouw Bertrand)

Bekijkt u die foto eens. U zult zien dat er mensen zijn, die weigeren om de regels te volgen. Dat is de schuld van de overheid, die van in het begin het signaal heeft gegeven dat sommigen de regels niet hoeven te volgen ...

(Opmerkingen van de heer Verstraete)

... omdat ze geen onrust wilde veroorzaken.

De heer Arnaud Verstraete (Groen).- Dat zegt de vertegenwoordiger van een partij, die zelf brieven stuurt om te zeggen dat de sluiting van de horeca niet nodig is.

[283]

De heer Dominiek Lootens-Stael (Vlaams Belang).- De cijfers tonen aan dat slechts een zeer miniem percentage van de besmettingen door de horeca wordt veroorzaakt!

Afgelopen week bleek dat de volledige bodem uit het beleid is gevallen. Wekenlang heeft de regering de paraplu opengetrokken. Haar grote tekortkoming is het gebrek aan leiding, coördinatie en duidelijkheid, met als gevolg dat iedereen maar wat doet en elkaar met de vinger wijst.

Nu kondigt u een pakket van maatregelen ter waarde van 64 miljoen euro aan om een aantal zaken aan te pakken. De acht maatregelen voor de zorg, die u aankondigt, zijn belangrijke maatregelen, maar ze tonen ook aan dat de prestaties van de voorbije jaren ondermaats waren. Er moet gesleuteld worden aan de structuren; de verantwoordelijkheden moeten worden vastgelegd en afgebakend.

Waar het in de tekst gaat over de dakloosheid, zoomt u in op de situatie van illegale migranten, die rondzwerven op het grondgebied van het gewest. Dat is een heikel punt. U verwijt de federale regering dat ze daar niets aan gedaan heeft. Dat is inderdaad een federale bevoegdheid, maar het zijn net de partijen uit uw regering, die het ongebreidelde opengrenzenbeleid ondersteunen, de grenscontroles en de strijd tegen de mensensmokkel tegenwerken en niet willen dat mensen die hier illegaal zijn, worden teruggestuurd.

[285]

Neen, liever gedooft u dat Brussel een draaischijf is geworden in de internationale mensensmokkel. Wat zult u daaraan doen, mijnheer de minister-president, met de veiligheids- en coördinatiebevoegdheden die u hebt gekregen? Door het gedoogbeleid creëert u de facto een aanzuigefect, waardoor mensen in criminaliteit en prostitutie terechtkomen. Ik kijk uit naar de gesprekken met het federale niveau, want u hebt nu geen enkele politieke uitvlucht meer. Uw vrienden zitten nu ook op het federale vlak aan de knop. Maar om het probleem aan te pakken, zullen beide regeringen uit een ander vaatje moeten tappen.

Het zal niet volstaan om illegalen onderdak te geven en de rekening federaal te laten betalen. Niet alleen het opvangen van mensen is het probleem. We moeten de kwestie ook oplossen en voorkomen. Brussel kan geen toevluchtsoord zijn voor illegalen. Te veel mensen verdienen vuil geld aan het versluizen van mensen. Wat wil u daar concreet tegen doen? Echte vluchtelingen moeten we een toekomst geven in de eigen regio. Dat is veel efficiënter en rechtvaardiger.

De aandacht moet opnieuw gaan naar de dakloze die, vanwege ontoereikende vangnetten of opvang om verslavingsproblemen te vermijden, niet werd geholpen.

[287]

U wilt de netwerkvorming bij ziekenhuizen ondersteunen, de kwaliteitsnormen bekijken en een aantal bouwplannen financieren en steunen. Welke visie gaat achter die maatregelen schuil? Ons ziekenhuislandschap is inderdaad aan modernisering toe, maar sleept in sommige gevallen een geschiedenis van slecht beleid mee.

Hoe wilt u van de bicommunautaire ziekenhuizen moderne, gastvrije ziekenhuizen maken, die op het niveau van het UZ Brussel meedraaien, dat er wel in slaagt een meertalige communicatiecultuur uit te bouwen, hoewel dat geen verplichting is.

Voor de economische hervormingen en de heropleving van het gewest kijkt u enerzijds naar de sociale partners en anderzijds naar de federale overheid en de Europese Unie. Bij gebrek aan een eigen visie, wat de voorbije decennia tot uiting kwam, kijkt u in alle onzekerheid om u heen.

Het is goed om de sociale partners te betrekken, maar u wilde de sectororganisaties van de mensen die de belastingen mee moeten opbrengen, niet kennen toen het ging om de paniecreactie om de cafés te sluiten, bij het uittekenen van nieuwe fietsroutes, voetgangerszones, woonerven en alle andere mogelijke experimenten. Zult u werkelijk het geweer van schouder veranderen, gaat u werkelijk een dialoog aan met de sociale partners en andere verenigingen van belanghebbenden? Op die vraag zou ik graag een duidelijk antwoord krijgen.

Met de mogelijke steun van de federale regering en de Europese Commissie kondigt u aan dat u een investeringsregering wilt zijn. Ik wil u waarschuwen: geld uitgeven is niet altijd synoniem van investeren. Over investeren bestaat in Brusselse regeringskringen traditioneel enige verwarring. Investeren doe je in nieuwe, tastbare projecten die duurzame meerwaarde opleveren, daardoor een terugverdieneffect hebben en de samenleving economisch vooruithelpen.

[291]

Het inhalen van achterstallige onderhoudswerken aan tunnels bijvoorbeeld kan men bezwaarlijk een nieuwe investering noemen, die volgens de EU-normen buiten de begroting mag worden gehouden. De Brusselse regering gedraagt zich op dat vlak niet als een goede huisvader. Ik vrees dat het met de bijkomende economische investeringen een beetje dezelfde weg dreigt op te gaan.

Uw vrees voor een stijgende werkloosheid is terecht. Door een slecht gezondheidsbeleid te voeren en de elementaire coronamaatregelen in een aantal gemeenten maandenlang onvoldoende te handhaven, hebt u Brussel en het hele land een slechte dienst bewezen. Veel mensen die rechtstreeks en onrechtstreeks afhankelijk van binnenlands en buitenlands toerisme, zijn hun job kwijt of zullen die heel snel verliezen. Het aantal werkzoekenden zal inderdaad snel stijgen. De regering wil nu het tij keren met een budget van 53 miljoen euro. Ik ben benieuwd of dat zal lukken.

Ik ben ook heel nieuwsgierig hoe u, rekening houdend met sociale rechtvaardigheid en burgerparticipatie, de onrealistische doelstellingen van het EU-klimaatbeleid in de rigide Brusselse regelgeving zult trachten om te zetten. Als we zien hoe sociaal onrechtvaardig de lage-emissiezone functioneert, dan vrezen we het ergste.

Een gezonde woonomgeving is ook voor het Vlaams Belang belangrijk en we weten dat dat in een stedelijke omgeving extra uitdagingen stelt, maar de manier waarop die uitdaging wordt aangepakt, maakt ons achterdochtig. De manier waarop de regering bepaalde maatregelen oplegt, is amateuristisch en doctrinair. Bovendien wordt de druk eenzijdig op een groot deel van de actieve bevolking gelegd. De groene tweeverdieners zullen er niet onder lijden en de steuntrekkers zullen nog steeds worden ondersteund, maar welk sociaal beleid is er voor het overgrote deel van de bevolking dat maandelijks de eindjes aan elkaar moet knopen met een zuurverdiend loon of pensioen?

[293]

U besteedt terecht veel aandacht aan één van de grote Brusselse problemen, namelijk de netheid. Het Brussels Gewest heeft jammer genoeg niet alleen de reputatie één van de vuilste steden van Europa te zijn, het is dat gewoon ook. U geeft toe dat er een groot gebrek aan coördinatie en gedeelde goede praktijken is.

De regering staat ondertussen meer dan een jaar aan het roer, maar veel is er nog niet gebeurd. Niet in de gemeenten waar een groene schepen aan het stuur zit, maar ook niet in de regering, die nochtans een groene minister van Leefmilieu heeft.

Na decennia aanmodderen, leeft plots in Brussel het besef dat er een stedelijke netheidsstrategie nodig is. Proficiat voor dat inzicht, maar dat konden velen u jaren geleden al zeggen en dat heb ik ook gedaan. U koos er in het verleden echter voor om Net Brussel te laten verworden tot een tewerkstellingsmachine waar nauwelijks nog iemand bezig is met de echte doelstellingen. Bovendien blijven zwerfvuil, sluikestorten en vandalisme een grote plaag. De gewenste kringlooeconomie is nog lang niet verwezenlijkt.

Daarnaast slaagt u er blijkbaar ook niet in om grote delen van de bevolking de elementaire basisregels bij te brengen, gewoon omdat die groep gesocialiseerd en opgegroeid is in een omgeving waar op dat vlak andere of geen normen gelden.

Dat doet mij er overigens aan denken dat ik in uw beleidsverklaring niets over inburgeringsbeleid lees. Weer een heet hangijzer dat u blijkbaar voor u uit wilt schuiven.

[295]

Een overbevolkt Brussel dat immigratie als een onaantastbaar taboe beschouwt, blijft natuurlijk kampen met de klassieke huisvestingsproblematiek. Het is belangrijk om effectief te investeren en niet alleen aan te kondigen. Een aantal jaar geleden zou toenmalig minister Dupuis massaal in huisvesting investeren, maar we wachten nog altijd op de resultaten. Hoeveel geld we op die manier in het huisvestingsbeleid pompen, voor de actieve middenklasse blijft Brussel qua wooncomfort ondermaats en nauwelijks betaalbaar. Het aanbod en

de kwaliteit op de huurmarkt moet inderdaad naar omhoog, maar op deze manier lukt het niet en ik zie geen fundamentele omslag in het beleid. Ik zie niet in hoe de regering haar doelstellingen zal kunnen realiseren.

Mijnheer de minister-president, u houdt blijkbaar vast aan uw voornemen om een stadstol in te voeren, ook al zijn de bezwaren legio, vooral als het erom gaat om de hoofdstedelijke functie te kunnen garanderen voor bedrijven en administraties uit het hele land. U dreigt daarmee de kip met de gouden eieren te slachten of de tak af te zagen waarop u zit. Dat getuigt van een onbegrijpelijke tunnelvisie. U wilt dat allemaal in één visie gieten samen met het parkeer- en mobiliteitsbeleid en dat volgend jaar presenteren. U kennende denk ik niet dat het zo snel zal gaan. Ik had graag geweten hoe u over dat mobiliteitsbeleid zult overleggen met de betrokken partijen binnen en buiten dit gewest. Stelt u zich eens voor dat de Vlaamse regering een tolregeling voor de Brusselse Ring zou uitwerken en de inwoners van het Vlaams Gewest zou compenseren. Ik ben benieuwd hoe u daarop zou reageren.

[297]

Uw beleidsverklaring is een vreemde tekst, die grote verklaringen combineert met geniepige prikken. Graag som ik ook op wat er niet in staat. Over de coördinatie en de ondersteuning van het veiligheidsbeleid zegt u niets. Dat is veelbetekenend. Ook over het inburgeringsbeleid, dat voortdurend op de lange baan wordt geschoven, wordt gezweven.

Over dierenwelzijn wordt wel gesproken. De vele walvisachtigen in het gewest zullen de regering dankbaar zijn voor zoveel aandacht. Dat Brussel ondertussen het mekka is geworden van het onverdoofd slachten, is blijkbaar minder een probleem: geen woord daarover.

Over vrouwenrechten staat er een mooie passage in de tekst, maar wat hebben vrouwen daaraan wanneer ze zich niet veilig in de stad kunnen bewegen.

Uw beleidsverklaring is zoals uw regering: zonder samenhang en zonder leiding. Ze blinkt uit in onrealistische wensdromen, terwijl basistaken verwaarloosd worden. U had het over onzekerheid in deze moeilijke tijden, maar spijtig genoeg is een ernstig beleid met de regering blijkbaar niet mogelijk.

[299]

Mme Barbara de Radigués (Ecolo).- La Belgique et la Région de Bruxelles-Capitale vivent des heures bien sombres, face à cette deuxième vague du Covid-19.

La situation est difficile pour tous les habitants de notre Région, mais elle l'est encore plus pour certains d'entre nous. Nous pensons évidemment aux victimes de la pandémie et à leur famille. Nous pensons à tous ceux qui ont perdu leur travail ou ont fait faillite. Nous pensons à ceux qui vivent dans des logements trop petits et sans espace extérieur. Nous pensons à ces personnes qui n'ont pas de logement du tout. Nous pensons à ces Bruxellois qui ont une santé fragile et qui vivent dans la peur et parfois dans l'isolement.

Nous voulons transmettre notre force et nos énergies à toutes celles et ceux qui font fonctionner notre société, et en particulier celles et ceux qui luttent au quotidien pour faire tenir notre système de santé, nos hôpitaux et nos laboratoires.

[301]

L'exercice de la déclaration de politique générale (DPG) en ces temps d'urgence et d'incertitude est particulier, nous en sommes conscients. Cependant, c'est peut-être dans les temps difficiles qu'il est le plus

nécessaire de viser un cap, de définir une perspective pour l'avenir. En ce sens, nous souhaitons saluer la portée pluriannuelle de la déclaration, qui permet de voir au-delà de l'année parlementaire en cours.

Notre groupe attend de l'exécutif qu'il agisse avec détermination et sens des responsabilités, et qu'il soutienne de toutes ses forces les acteurs de la santé, de l'économie, du social, de l'associatif et de la culture pour reconstruire la vie de demain.

Certains diront qu'en temps de crise, il faut diminuer les dépenses publiques et agir avec austérité. Ce n'est pas notre credo. Nous pensons qu'il faut, dès maintenant, faire converger les investissements pour que les Bruxelloises et les Bruxellois puissent mieux vivre demain. Oui, il faut investir pour s'attaquer à la précarité, à l'isolement, aux problèmes de logement et à la qualité de l'air. Oui, il faut investir pour préparer Bruxelles afin que la troisième vague ne soit ni celle du désespoir ni celle du changement climatique.

Aujourd'hui, le Covid-19 sévit lourdement. Dans la lutte contre la crise sanitaire, nous attendons du gouvernement qu'il donne tous les moyens possibles aux hôpitaux et aux acteurs de première ligne pour leur permettre de fonctionner. Heureusement, sur ce point, nous sentons une vraie détermination de votre part. Cette détermination se traduit par plusieurs engagements d'importance :

- 64 millions d'euros pour le dépistage, le traçage des contacts et la médecine préventive en 2021 ;
- des investissements dans les infrastructures et le matériel hospitaliers, notamment des respirateurs ;
- le renforcement des équipes d'Iriscare chargées des maisons de repos pour personnes âgées (MRPA), des maisons de repos et de soins (MRS) et de la gestion des stocks stratégiques ;
- la mise en place d'équipes mobiles, dans la perspective d'une vaccination de la population ;
- le financement des équipes mobiles de santé mentale existantes et la création de quatre lieux de services de santé mentale ;
- le renforcement des capacités de prise en charge à domicile pour les personnes en perte d'autonomie.

À l'heure où l'on parle de reconfinement, il est bon de se rappeler que pour être confiné, il faut avoir un logement. Nous saluons les initiatives pour mettre à l'abri, pendant la première vague, les personnes qui n'avaient nulle part où aller. Le gouvernement a pris des mesures importantes d'accueil d'urgence des sans-abri, notamment la création de 950 places d'accueil supplémentaires via la réquisition d'hôtels fermés et plus de 250 places pour les sans-abri atteints par le coronavirus.

Nous sommes encore plus contents de constater que, par-delà les réponses de crise, le gouvernement, dans sa déclaration, élabore des solutions pérennes pour ces personnes. Le numéro d'urgence sociale mis en place lors de la première vague est également pérennisé.

Le gouvernement parle d'aménagement, de mise en conformité et de rénovation de 400 logements et de deux espaces d'accueil collectif qualitatifs. Il prévoit en outre le renforcement de l'accompagnement psychosocial des 400 ménages relogés.

[303]

Par ailleurs, la volonté du gouvernement d'ouvrir un centre d'accueil et d'orientation pour les personnes migrantes témoigne de la volonté de la majorité de trouver des solutions pour ces personnes qui en ont besoin, palliant ainsi l'irresponsabilité des autorités fédérales.

[305]

Pour les sans-abri et les personnes migrantes, il s'agit là de mesures positives. Il est en effet nécessaire que les dispositions temporaires deviennent structurelles pour permettre à toutes et tous d'avoir un chez-soi et de mener une vie digne.

En Région bruxelloise, il n'y a pas que des personnes sans logement, il y a aussi énormément de personnes mal logées. L'accès à des logements décents est une priorité. Le gouvernement annonce 425 millions d'euros pour le logement sous cette législature, dont 170 millions pour des politiques nouvelles. Cette initiative est nécessaire, car les attentes des Bruxelloises et Bruxellois sont élevées.

Certes, nous avons besoin de nouveaux logements, mais il faut aussi, et surtout, rénover pour rendre des logements vides disponibles, améliorer le confort de vie et diminuer la facture énergétique des ménages. Bruxelles doit offrir des logements décents et accessibles financièrement. Comme vous l'avez rappelé, M. le ministre-président, pour les 20 % de Bruxellois les plus précarisés, seuls 6 % des logements en location sont financièrement accessibles. Il faut davantage de logement social. La captation des logements privés par les agences immobilières sociales (AIS) doit prendre de l'ampleur.

Le ministre-président a souligné l'augmentation des moyens pour la lutte contre les logements insalubres. Nous rappelons que cette lutte ne pourra être efficace qu'avec de véritables possibilités de relogement. Dans le même sens, l'identification des logements vides doit se poursuivre. Il faut déployer des actions pour obliger les propriétaires à les remettre sur le marché.

L'allocation-loyer est une bulle d'oxygène pour les plus précaires, mais soyons vigilants afin d'éviter qu'elle ne devienne une occasion pour les propriétaires peu scrupuleux d'augmenter leurs loyers et de s'enrichir sur le dos des plus pauvres. En cela, il reste essentiel de poursuivre nos efforts en matière de lutte contre les loyers abusifs.

[307]

Lorsqu'on prend le temps d'examiner les conséquences de la crise du coronavirus sur les Bruxelloises et les Bruxellois, on constate que deux publics souffrent particulièrement : les femmes et les personnes racisées.

Le gouvernement entend lutter de manière transversale contre toutes les formes de discrimination et de violence. Nous tenons à le souligner. En 2021, le plan régional de lutte contre les violences faites aux femmes sera mis en œuvre. C'est à la fois nécessaire et urgent. Nous veillerons également à ce que les associations actives dans la lutte contre les discriminations et celles qui se consacrent aux personnes LGBTQIA+ soient soutenues.

Au-delà de l'action du gouvernement, le parlement a également tenu à s'engager pleinement. Si nous saluons la mise en place des assises contre le racisme, il nous faudra rester collectivement attentifs à obtenir des avancées concrètes pour faire cesser les discriminations, le profilage ethnique, l'accès inégal à l'emploi, le délit de faciès et toutes les formes de racisme.

Dans le volet social, nous tenons à souligner un point quelque peu différent mais qui nous tient à cœur : nous saluons la volonté du gouvernement d'ouvrir une salle de consommation à moindre risque pour la mi-2021. Notre groupe a toujours soutenu ce type de dispositif pour les toxicomanes.

En plus de la crise sanitaire, Bruxelles fait face à une terrible crise économique. De très nombreuses entreprises et emplois sont menacés. Le choc est énorme et nous aurons besoin de toutes les ressources pour le surmonter. Nous avons besoin d'argent, bien entendu, mais aussi d'énergie humaine et des capacités humaines de résilience et d'innovation.

La mission des pouvoirs publics consiste, dans un premier temps, à amortir les chocs, pour éviter un maximum de faillites et de pertes d'emploi et, dans un deuxième temps, à soutenir les entrepreneuses et les entrepreneurs, ainsi que les demandeuses et demandeurs d'emploi.

[309]

Pour amortir le choc, il faut informer, accompagner, offrir du soutien financier direct et mettre à disposition des liquidités. Sur ce point, les écologistes notent particulièrement le renforcement de l'équipe du 1819.brussels - un accompagnement des entrepreneurs plus nécessaire encore en cette période de crise -, les 250 millions d'euros de primes accordées aux secteurs des hôtels, des restaurants, des cafés, des événements et des taxis ; mais aussi les diverses facilités de crédit mises en œuvre par finance&invest.brussels qui visent à amplifier et à recapitaliser ces missions, ce dont nous nous réjouissons, et le prêt proxi pour mettre l'épargne dormante au service de l'économie réelle. La crise est telle que toutes les énergies sont nécessaires : l'Union européenne et l'État fédéral auront aussi un rôle à contribuer à la relance économique, vu notre statut de capitale.

Concernant l'emploi, nous saluons la décision du gouvernement bruxellois d'accorder, dès le 1er janvier 2021, la prime exceptionnelle phoenix.brussels, dont l'objectif est de stimuler les employeurs à engager des Bruxellois inscrits chez Actiris. Cette prime soutient également l'embauche de jeunes de moins de 30 ans et d'artistes. Si l'on compte les formations professionnelles et linguistiques ainsi que le fonds de rebond pour les travailleurs licenciés dans le cadre de faillites, ce sont plus de 50 millions d'euros qui seront débloqués en 2021 pour l'emploi.

Et pour créer de l'emploi, nous aurons besoin d'être créatifs et de tester de nouveaux dispositifs. Nous comptons bien voir se concrétiser au moins une expérience de territoires zéro chômeur de longue durée en Région bruxelloise. Le pouvoir politique doit gérer la crise mais ne peut se contenter d'être un simple gestionnaire du présent. Malgré toutes les difficultés rencontrées, le gouvernement doit montrer qu'il garde le cap et a une perspective.

Et cette perspective est effectivement le redéploiement de Bruxelles vers une société inclusive, démocratique et bas carbone. La transition de notre société en ce sens offre de réelles opportunités pour développer un tissu économique solide et ancré dans notre territoire. Je souhaite pointer quelques mesures de la DPG, à titre d'exemples.

[311]

L'alliance emploi-environnement (AEE) finance, dans un objectif de rénovation durable, l'amélioration des primes énergie, rénovation et Bruxell'air. Ces mesures permettent de créer des emplois et d'améliorer la qualité du bâti en général et du logement en particulier, au bénéfice des Bruxellois.

Par ailleurs, l'attention portée à la simplification des demandes de primes ainsi qu'à l'accompagnement des ménages les plus précarisés ouvre ces bénéfices au plus grand nombre.

L'accent mis sur la formation aux métiers verts, de qualité et non délocalisables prépare et ouvre des perspectives pour les personnes actuellement sans emploi. Le doublement de l'enveloppe Coopus encourage le développement des coopératives sur le territoire bruxellois.

Les investissements dans les transports en commun et le vélo offrent également des emplois de qualité non délocalisables. Le soutien aux communautés d'énergie et l'intégration des énergies renouvelables grâce à la transposition de la directive relative au marché de l'électricité développe un secteur d'avenir.

La refonte de l'agence Bruxelles Propreté devra répondre aux défis de l'économie circulaire et de la transition climatique. Vous l'avez dit : transformer ce qui est considéré aujourd'hui comme un déchet en ressource créera des opportunités économiques.

Offrir des perspectives et un cap, c'est aussi dessiner la ville de demain. Une ville résiliente aux chocs, une ville où il fait bon vivre et où chacune et chacun trouvent une place. Cette ambition pour la ville de demain s'exprime dans la façon dont la ville grandit, s'assemble et se renouvelle.

C'est partout dans la ville qu'il faut revoir notre façon de gérer et d'aménager le territoire. Intégrer la biodiversité, les espaces verts et la gestion des eaux de pluie doit se faire à tous les niveaux. La réforme du règlement régional d'urbanisme (RRU), de l'arrêté minime importance et l'évaluation du Code bruxellois de l'aménagement du territoire (Cobat) offrent à ce titre d'énormes possibilités que nous voulons voir saisies.

[313]

La crise de la biodiversité et la crise climatique, ainsi que la forte demande des Bruxellois en espaces verts et espaces publics de qualité, doivent nous interroger sur la manière d'aménager les grandes réserves foncières existantes, et sur la reconstruction de la ville sur la ville. Les services écosystémiques doivent être mieux pris en considération et défendus dans les arbitrages liés à l'aménagement du territoire.

Comme il s'y est engagé dans la déclaration de politique régionale (DPR), le gouvernement devra tenir compte des avis émis dans le cadre des enquêtes publiques. La fabrique de la ville doit être délibérative. La ville de demain doit être résolument résiliente en s'appuyant sur ses forces vives. L'espace public, c'est celui de tous les citoyens : leur permettre d'utiliser cet espace, c'est le rendre proche de leurs besoins, fournir des services adaptés à tous et penser les projets avec les habitants. C'est pourquoi notre groupe plaide pour l'organisation d'une réelle participation à la rénovation et à l'aménagement de ces espaces.

Cette ambition pour la ville de demain s'exprime dans la manière dont la ville bouge. Nous saluons le maintien d'investissements massifs dans les transports en commun : plan bus, développement du réseau de trams, gratuité des transports en commun pour certains publics dès 2021 et mise en œuvre de l'excellent plan Good Move, qui doit permettre à tous les Bruxellois de s'approprier leur espace public, leur quartier, et ce de façon apaisée et sécurisée.

Pour les écologistes, ces investissements publics considérables et toutes les solutions de remplacement de la voiture individuelle permettent d'envisager un déplacement juste et justifié de la fiscalité automobile, pour passer de la possession à l'usage.

[315]

Saluons enfin la révolution en cours en matière de déplacement : l'explosion du nombre de trajets effectués à vélo dans la capitale témoigne du fait que les pistes cyclables créées pendant la crise sanitaire répondent à un véritable besoin des Bruxellois. L'heure de l'évaluation de ces mesures a bientôt sonné et c'est en concertation avec les communes et tous les opérateurs que ces dispositifs pourront être pérennisés.

Cette transition écologique se fera avec les citoyens ou ne se fera pas. Nous saluons donc la création du service régional de participation et le budget conséquent débloqué pour sa mise en œuvre. Nous espérons qu'il agira comme un phare régional pour toutes les personnes désireuses de lancer des initiatives citoyennes ou de prendre part aux processus participatifs au niveau régional.

Nous nous apprêtons à revivre collectivement des mois difficiles. Les citoyens attendent de la classe politique une attitude exemplaire et un sens des responsabilités. Plus que jamais, le groupe Ecolo s'engage à prendre sa part dans l'effort collectif afin de sortir de cette crise la tête haute. Nous devons offrir de l'espoir et des perspectives aux Bruxellois. Nous devons offrir des perspectives aux enfants, dont la petite Iris Pitseys qui a vu le jour il y a quelques heures, véritable clin d'œil à notre Région.

[317]

Mevrouw Carla Dejonghe (Open Vld).- De minister-president heeft zijn beleidsverklaring geëindigd met een citaat van Sartre dat we vooruit moeten kijken om uit de crisis te geraken. Bij de liberalen - en minister Gatz weet dat maar al te goed - gebruiken we al jaar en dag de quote van Karl Popper: "Optimism is a moral duty!". Vandaag is die meer dan ooit van toepassing.

Ik ben niet van plan de helft van mijn spreektijd te gebruiken om te herhalen hoe moeilijk en uitzonderlijk dit jaar was, dat weten we ondertussen allemaal. Ik deel de analyse en de bezorgdheden. Ik wil daarentegen onmiddellijk ter zake komen en het over de begroting in deze coronatijden hebben.

Zoals ik in het verleden al heb gezegd, is een begroting geen sexy thema, maar alle ideeën en plannen die we vandaag bespreken, moeten wel in die begroting passen. Alle positieve en negatieve kritiek die we vandaag horen, moeten we tegen het licht van de begroting houden. De begroting is immers het alfa en omega van wat we hier doen.

Enkele weken geleden liet de minister van Financiën zich in het parlement ontvallen dat hij slecht sliep door de begroting. Misschien was het een voorbode van het coronavirus dat hij nadien heeft opgelopen, maar iedereen was het erover eens dat de begroting dit jaar een bijzonder moeilijke oefening wordt, zeker nu we de cijfers hebben gehoord: 500 miljoen minder inkomsten en 500 miljoen meer uitgaven.

[319]

Het plaatje is duidelijk. Maar zelfs in de diepste duisternis schijnt er licht. De regering heeft meegedeeld dat de oefening rond is. Er is een akkoord. Wij hebben een begroting. Binnen een week zal ze hier in het parlement worden voorgesteld en zullen we ze ten gronde bespreken. Dan kunnen we de plannen tegen het licht van die begroting houden.

Mijnheer de minister-president, ik denk dat u heel duidelijk, en gelet op de lengte van uw toelichting, ook zeer volledig hebt aangegeven waar de klemtonen liggen. U hebt het uitgebreid gehad over de steun aan de sectoren die het vandaag moeilijk hebben, maar ook over de investeringen die nodig zijn voor een economisch herstel.

We moeten het niet enkel hebben over de taart die we vandaag verdelen, maar ook over hoe we zo groot mogelijke taarten kunnen bakken om morgen, overmorgen en in de toekomst te verdelen: over economische groei dus.

De investeringen in mobiliteit zijn zo'n belangrijk punt. U hebt dat zelf in de verf gezet. Maar ook minister Elke Van den Brandt zei in de commissie vorige week dat de metro de ruggengraat van ons openbaarvervoernetwerk is. En ze voegde eraan toe dat het belangrijk is voor de geloofwaardigheid van Brussel dat we realiseren wat we hebben afgesproken.

De economische veerkracht van Brussel zal ook van die investeringen afhangen. Het is ook belangrijk dat de communicatie over mobiliteit gericht is op oplossingen en niet op het inboezemen van angst voor nog meer verkeerscongestie. Niet enkel de metro, ook de trams, de bussen, de fietspaden en de nieuwe deelvervoersmodi, maar ook de technologie moeten ons daarbij helpen, zoals de MaaS-app (mobility as a service) en Smart Move. Het is een en-enverhaal met de nadruk op 'slim' en op 'zich verplaatsen'.

We kunnen er niet naast kijken dat u ook veel nadruk hebt gelegd op extra steun aan de geestelijke gezondheidszorg. Mijn collega Khadija Zamouri zal dat op de voet volgen bij de besprekingen in commissie.

[321]

In onze grootstedelijke context is dat een prioriteit en een belangrijke invalshoek om veel andere problemen aan te pakken. Corona en de lockdown hebben dat enkel nog meer in de kijker gezet.

Mevrouw Zamouri heeft me ook gewezen op de nadruk die u in de beleidsverklaring gelegd hebt op een gestroomlijnd OCMW-beleid. Er gaan veel extra middelen voor crisisbestrijding naar de OCMW's. De Open Vld beklemtoont al sinds maart dat er ook veel vragen om hulp zullen komen van zelfstandigen. De meeste OCMW's zijn zich daar maar al te goed van bewust. We moeten die kunnen opvangen, ook al hebben ze daar niet altijd veel ervaring mee. Ook daarbij is ondersteuning nodig.

De regering zal blijven inzetten op eigendomsverwerving, zegt u. Dat is bij de Open Vld niet in dovemansoren gevallen. Het is ook belangrijk voor de laagste inkomens en werkt emanciperend.

U zult ook extra inzetten op de huurtoelage. De Open Vld is daar gevoelig voor. We moeten de vele kleine investeringen in de huurmarkt stimuleren om het aanbod en de kwaliteit te verhogen. Dat is een goede zaak voor huurders én eigenaars. Van kwaliteit gesproken, de regering blijft op de ingeslagen weg naar groene renovatie van het publieke en private woningpark. Dat is een ecologische must én een economische opportuniteit. De liberalen zijn er natuurlijk ook erg tevreden over dat u het belang van de inspanningen voor het blauwe netwerk beklemtoont. Ik zal niet ingaan op de vele voorbeelden in de beleidsverklaring. De ploeg levert goed werk.

[323]

Het schip vaart verder, naar een betere toekomst. Nog veel belangrijker is echter dat het momenteel op koers vaart, met een duidelijk kompas.

De regering heeft immers een visie voor de korte, de lange en de middellange termijn en heeft de bijhorende begrotingstrajecten uitgewerkt.

Een belangrijk element voor de Open Vld en voor alle Brusselaars is dat er geen nieuwe belastingen komen. De moeilijke oefening van de fiscale hervorming van vorige regeerperiode zullen we nu niet zomaar te grabbel gooien.

Die hervorming, die volgens verscheidene belastingexperten een slimme hervorming is, wordt alom geroemd. Van de drie gewesten heeft het Brussels Gewest het verstandigst van zijn fiscale autonomie gebruikgemaakt.

Wie voor Brussel kiest om er te wonen en te werken, wordt fiscaal beloond. De hervorming zorgde voor extra koopkracht voor de Brusselaars. Daar raken we niet aan. Zoals ik in mijn discussienota vorige week al zei, bij de vorige belastinghervorming werd de alleenwonende zonder kinderen als uitgangspunt genomen. In het Brussels Gewest bestaat één op de twee huishoudens uit een alleenstaande. Het is dan ook logisch dat de Brusselse regering meer aandacht heeft voor die singles.

De slimme hervorming van de verkeersfiscaliteit, waar de kranten vol van staan, en waar zoveel over gepraat wordt, moet voor de Open Vld in dezelfde lijn liggen. Het aantal vragen dat de regering krijgt over Smart Move, bewijst hoe belangrijk de hervorming voor Brussel zal zijn. Het is nu wachten op concrete voorstellen. De Open Vld rekent er hoe dan ook op dat daarover met de andere gewesten constructief overleg wordt gevoerd. Tegelijkertijd verwachten we van de andere gewesten dat ze zich zelf ook constructief opstellen.

[325]

De economische, stedelijke en ecologische uitdagingen voor het gewest kunnen niet wachten. Met wat gezond verstand zouden Vlamingen en Walen moeten inzien dat ze dezelfde weg moeten opgaan, gezien de toenemende dichtslibbing van hun steden. Deze kwestie wordt ten onrechte weer eens communautair ingekleurd. Smart Move is een normale grootstedelijke uitdaging: een slimme verkeersfiscaliteit om de economie in de hele Brusselse regio te helpen, de stedelijke levenskwaliteit te verbeteren en de klimaatdoelstellingen voor Brussel en België te halen.

Hoewel er geen nieuwe belastingen op wonen en werken in Brussel komen, kondigt de regering een structureel evenwicht van de begroting aan vanaf 2024. De klap van de crisis is enorm. U spreekt over een tekort van 1,5 miljard euro in 2021, door minder inkomsten, meer uitgaven en structurele investeringen. Het begrotingsevenwicht herstellen tegen 2024, is gezien de omstandigheden ambitieus, maar wel duidelijk.

Een jaar geleden herhaalde de Open Vld-fractie dat het belangrijk is om de investeringen buiten de begroting te houden. Ik herhaal graag wat ik toen zei. Voor het lopend beleid geldt de gouden regel dat de inkomsten de uitgaven dekken. De structurele begroting van het Brussels Gewest is in evenwicht. Nieuw beleid zal gefinancierd worden door elders te besparen en door efficiëntiewinsten in het bestaande beleid. Kortom, wees enthousiast over het ontwikkelen van nieuw beleid, maar wees even gedreven om te snoeien en te wieden. Wees een verstandige, doeltreffende tuinman.

[327]

De echte strategische investeringen moet Brussel net als de twee andere gewesten buiten de begroting houden.

We mogen niet uit het oog verliezen dat Brussel goed is voor 18% van het bruto nationaal product (bnp). Gerichtte investeringen in mobiliteit en infrastructuur in de steden moeten de welvaart en de groei boosten en

ons op het pad van de groene transitie houden. Met een AA-rating, een zeer lage rente en een schuldaflossing die zeer goed onder controle is, is het nu of nooit om te investeren in de stad.

Leningen voor groeibevorderende investeringen verdienen zichzelf terug. Dat is nog steeds het traject, dat de regering volgt, ondanks de zeer zware gezondheids crisis waarvan niemand weet hoelang die zal duren. Meer nog, die filosofie werd ondertussen in heel België en zelfs in Europa de nieuwe norm. Daarnaast is er de bijkomende Europese steun voor het herstel van de economie.

Voorts blijft de gouden regel van tel dat nieuw beleid besparingen op het oude beleid inhoudt, snoeien en wieden. Een brede en open kijk op investeringen gaat hand in hand met een rigoureuus begrotingsbeleid.

De Open Vld-fractie is optimistisch, niet alleen omdat dat een morele plicht is, maar omdat in het verleden al is gebleken dat steden zich telkens weer opnieuw in crisistijd uitvinden.

Laten we dan ook niet klagen, maar als meerderheid en oppositie samen onze schouders onder het beleid voor het Brussels Gewest zetten en er samen het mooiste en het beste gewest van het land van maken.

(Applaus)

[329]

M. le président.- Je suspends notre séance pour permettre au ministre-président et aux collègues bourgmestres d'assister à la réunion du Conseil provincial de sécurité civile qui a lieu dans quelques minutes.

- La séance est levée à 12h05.